

BILANS CONSOLIDÉS

(résumé et non audité)

Aux (en millions de dollars)	30 juin 2020	31 décembre 2019
ACTIF		
Actif à court terme		
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 21)	59 \$	57 \$
Débiteurs (déduction faite des pertes sur créances de 39 millions de dollars) (notes 2 et 14)	750	1 222
Stocks (note 6)	444	506
Liquidités soumises à restrictions provenant des clients (note 21)	4	4
Actifs réglementaires	33	13
Actifs de gestion du risque (note 14)	82	87
Charges payées d'avance et autres actifs à court terme (note 21)	231	280
Actifs détenus en vue de la vente (note 4)	57	27
	1 660	2 196
Immobilisations corporelles	10 682	10 125
Actifs incorporels	593	586
Actifs au titre de droits d'utilisation liés à des contrats de location simple	187	170
Écart d'acquisition (note 7)	4 129	3 942
Actifs réglementaires	438	487
Actifs de gestion du risque (note 14)	57	39
Liquidités soumises à restrictions provenant des clients (note 21)	2	4
Montants payés d'avance au titre des avantages complémentaires de retraite	517	487
Placements à long terme et autres actifs (déduction faite de pertes sur créances de 5 millions de dollars) (notes 2, 8, 14 et 21)	318	297
Placements comptabilisés à la valeur de consolidation (note 10)	1 420	1 462
	20 003 \$	19 795 \$
PASSIF ET AVOIR DES ACTIONNAIRES		
Passif à court terme		
Créditeurs et charges à payer	1 078 \$	1 325 \$
Dividendes à payer	22	22
Dette à court terme	122	460
Tranche de la dette à long terme échéant à moins d'un an (notes 11 et 14)	419	923
Dépôts des clients	57	76
Passifs réglementaires	62	146
Passifs de gestion du risque (note 14)	31	125
Obligations locatives liées à des contrats de location simple	34	27
Autres passifs à court terme (note 14)	19	17
Passifs liés aux actifs détenus en vue de la vente (note 4)	1	4
	1 845	3 125
Dette à long terme (notes 11 et 14)	6 424	5 928
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	383	362
Crédits d'impôt à l'investissement non amortis	3	4
Impôts reportés	1 153	959
Passifs réglementaires	1 431	1 383
Passifs de gestion du risque (note 14)	141	167
Obligations locatives liées à des contrats de location simple	167	153
Autres passifs à long terme	120	102
Obligations futures au titre des avantages sociaux	261	243
	11 928 \$	12 426 \$

Aux (en millions de dollars)	30 juin 2020	31 décembre 2019
Avoir des actionnaires		
Actions ordinaires, sans valeur nominale, nombre illimité d'actions autorisé, 279,4 millions d'actions émises et en circulation en 2020 et 279,1 millions d'actions émises et en circulation en 2019 (note 16)	6 724 \$	6 719 \$
Actions privilégiées (note 16)	1 277	1 277
Surplus d'apport	380	377
Déficit cumulé	(1 060)	(1 403)
Cumul des autres éléments du résultat étendu (note 12)	601	245
Total de l'avoir des actionnaires	7 922	7 215
Participations ne donnant pas le contrôle	153	154
Total des capitaux propres	8 075 \$	7 369 \$
	20 003 \$	19 795 \$

Entités à détenteurs de droits variables (note 9)

Engagements, garanties et éventualités (note 18)

Caractère saisonnier (note 22)

Informations sectorielles (note 23)

Événements postérieurs à la date de clôture (note 24)

Voir les notes des états financiers consolidés.

ÉTATS DES RÉSULTATS CONSOLIDÉS

(résumé et non audité)

	Trois mois clos les 30 juin		Six mois clos les 30 juin	
(en millions de dollars, sauf les montants par action)	2020	2019	2020	2019
PRODUITS (note 13)	1 059 \$	1 174 \$	2 928 \$	3 072 \$
CHARGES				
Coût des produits vendus, compte non tenu des éléments présentés séparément	576	717	1 540	1 857
Charges d'exploitation et d'administration	311	309	649	658
Charges de désactualisation	1	1	2	3
Amortissement	93	107	198	226
Provisions pour actifs (note 5)	3	1	5	1
	984	1 135	2 394	2 745
Quote-part des résultats de placements comptabilisés la valeur de consolidation (note 10)	23	34	33	90
Autres produits (notes 3 et 10)	15	38	233	736
Gains (pertes) de change	4	(1)	4	(1)
Intérêts débiteurs	(71)	(83)	(141)	(177)
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices	46	27	663	975
Charge (recouvrement) d'impôts (note 20)				
Impôts exigibles	(5)	7	4	13
Impôts reportés	8	(40)	131	80
Bénéfice net après impôts sur les bénéfices	43	60	528	882
Bénéfice net (perte nette) attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	5	1	11	(3)
Bénéfice net attribuable aux participations donnant le contrôle	38	59	517	885
Dividendes sur actions privilégiées	(17)	(18)	(33)	(35)
Bénéfice net attribuable aux actions ordinaires	21 \$	41 \$	484 \$	850 \$
Bénéfice net par action ordinaire (note 17)				
De base	0,08 \$	0,15 \$	1,73 \$	3,08 \$
Dilué	0,08 \$	0,15 \$	1,73 \$	3,08 \$
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (en millions) (note 17)				
De base	279,4	276,4	279,4	275,9
Dilué	279,5	277,0	279,7	276,3

Voir les notes des états financiers consolidés.

ÉTATS DU RÉSULTAT ÉTENDU CONSOLIDÉS

(résumé et non audité)

	Trois mois clos les 30 juin		Six mois clos les 30 juin	
(en millions de dollars)	2020	2019	2020	2019
Bénéfice net après impôts sur les bénéfices	43 \$	60 \$	528 \$	882 \$
Autres éléments du résultat étendu, après impôts				
Gains (pertes) de change	(339)	(182)	366	(361)
Gain latent (perte latente) sur la couverture d'investissements nets (note 14)	23	30	(18)	69
Reclassement des gains actuariels et des coûts des services passés des régimes de retraite à prestations déterminées et d'avantages complémentaires de retraite au bénéfice net (note 19)	—	5	3	6
Autres éléments du résultat étendu provenant d'entités consolidées à la valeur de consolidation	5	(2)	5	(1)
Total des autres éléments du résultat étendu, après impôts (note 12)	(311)	(149)	356	(287)
Résultat étendu attribuable aux participations donnant le contrôle et aux participations ne donnant pas le contrôle, après impôts	(268) \$	(89) \$	884 \$	595 \$
Résultat étendu attribuable aux :				
Participations ne donnant pas le contrôle	5 \$	1 \$	11 \$	(3) \$
Participations donnant le contrôle	(273)	(90)	873	598
	(268) \$	(89) \$	884 \$	595 \$

Voir les notes des états financiers consolidés.

ÉTATS DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

(résumé et non audité)

Pour les six mois clos les 30 juin (en millions de dollars)	2020	2019
Actions ordinaires (note 16)		
Solde au début de la période	6 719 \$	6 654 \$
Actions émises au comptant à l'exercice d'options	1	—
Actions émises en vertu du RRD ¹	6	28
Impôts reportés sur les frais d'émission d'actions	(2)	—
Solde à la fin de la période	6 724 \$	6 682 \$
Actions privilégiées (note 16)		
Solde au début de la période	1 277 \$	1 319 \$
Solde à la fin de la période	1 277 \$	1 319 \$
Surplus d'apport		
Solde au début de la période	377 \$	373 \$
Charge liée aux options sur actions	3	2
Solde à la fin de la période	380 \$	375 \$
Déficit cumulé		
Solde au début de la période	(1 403) \$	(1 905) \$
Bénéfice net attribuable aux participations donnant le contrôle	517	885
Dividendes sur actions ordinaires	(134)	(133)
Dividendes sur actions privilégiées	(33)	(35)
Adoption de l'ASU 2016-13 (notes 2 et 14)	(7)	—
Solde à la fin de la période	(1 060) \$	(1 188) \$
Cumul des autres éléments du résultat étendu (note 12)		
Solde au début de la période	245 \$	579 \$
Autres éléments du résultat étendu	356	(287)
Solde à la fin de la période	601 \$	292 \$
Total de l'avoir des actionnaires	7 922 \$	7 480 \$
Participations ne donnant pas le contrôle		
Solde au début de la période	154 \$	621 \$
Bénéfice net (perte nette) attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	11	(3)
Ajustement à la vente d'actifs	—	(490)
Apport de participations ne donnant pas le contrôle aux filiales	5	36
Distributions par les filiales aux participations ne donnant pas le contrôle	(17)	(4)
Solde à la fin de la période	153 \$	160 \$
Total des capitaux propres	8 075 \$	7 640 \$

1) Le réinvestissement des dividendes et d'achat au comptant facultatif a été suspendu en décembre 2019, le dividende de décembre (payable en janvier 2020) étant le dernier versement de dividende admissible au réinvestissement par les actionnaires participants en vertu du RRD.

Voir les notes des états financiers consolidés.

ÉTATS DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS

(résumé et non audité)

	Trois mois clos les 30 juin		Six mois clos les 30 juin	
(en millions de dollars)	2020	2019	2020	2019
Flux de trésorerie d'exploitation				
Bénéfice net après impôts sur les bénéfices	43 \$	60 \$	528 \$	882 \$
Éléments sans effet sur la trésorerie :				
Amortissement	93	107	198	226
Provisions pour actifs (note 5)	3	1	5	1
Charges de désactualisation	1	1	2	3
Rémunération à base d'actions (note 16)	1	1	3	1
Charge (recouvrement) d'impôts reportés (note 20)	8	(40)	131	80
Gains à la vente d'actifs (note 3)	(3)	(33)	(215)	(720)
Quote-part des résultats de placements comptabilisés à la valeur de consolidation (note 10)	(23)	(34)	(33)	(90)
Pertes latentes (gains latents) sur les contrats de gestion du risque (note 14)	(3)	13	(118)	6
Pertes (gains) sur placements	(1)	4	2	3
Amortissement des frais de financement reportés	2	2	4	6
Provision pour créances douteuses	7	3	16	15
Variation des prestations de retraite et des avantages complémentaires de retraite	2	(1)	5	5
Autres	3	4	11	6
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations réglées	—	(1)	(1)	(6)
Distributions de placements comptabilisés à la valeur de consolidation	6	31	15	64
Variation des actifs et passifs d'exploitation (note 21)	198	85	259	148
	337 \$	203 \$	812 \$	630 \$
Activités d'investissement				
Dépenses en immobilisations – immobilisations corporelles	(204)	(310)	(391)	(542)
Dépenses en immobilisations – actifs incorporels	(7)	(14)	(9)	(19)
Apports faits aux placements comptabilisés à la valeur de consolidation	—	(48)	(64)	(134)
Produit de la cession de placements comptabilisés à la valeur de consolidation (note 10)	—	—	376	—
Produit de la cession d'actifs, moins les coûts de transaction (note 3)	6	379	10	1 808
Produit de la cession de créances de financement	—	—	—	74
	(205) \$	7 \$	(78) \$	1 187 \$
Activités de financement				
Remboursement net de dette à court terme	(14)	(264)	(361)	(422)
Émission de dette à long terme, moins les frais d'émission de la dette	1 120	—	1 119	—
Remboursement sur la dette à long terme	(617)	—	(977)	(271)
Emprunt (remboursement) sur les facilités de crédit, montant net	(808)	43	(354)	(1 098)
Dividendes sur actions ordinaires	(67)	(66)	(134)	(132)
Dividendes sur actions privilégiées	(17)	(18)	(33)	(35)
Distributions aux participations ne donnant pas le contrôle	(7)	(3)	(17)	(4)
Apport de participations ne donnant pas le contrôle	2	19	5	36
Produit net des actions émises à l'exercice d'options	1	—	1	—
Produit net de l'émission d'actions ordinaires	—	18	6	28
	(407) \$	(271) \$	(745) \$	(1 898) \$
Variation de la trésorerie, des équivalents de trésorerie et des liquidités soumises à restrictions	(275)	(61)	(11)	(81)
Incidence des variations des taux de change sur la trésorerie, les équivalents de trésorerie et les liquidités soumises à restrictions	(5)	(4)	6	(7)
Variation de la trésorerie classée parmi les actifs détenus en vue de la vente	—	—	—	5
Trésorerie, équivalents de trésorerie et liquidités soumises à restrictions au début de la période	397	183	122	201
Trésorerie, équivalents de trésorerie et liquidités soumises à restrictions à la fin de la période (note 21)	117 \$	118 \$	117 \$	118 \$

Voir les notes des états financiers consolidés.

NOTES DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS INTERMÉDIAIRES

(non audité)

(Les montants des tableaux et des notes au bas des tableaux sont en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire.)

1. Organisation et aperçu des activités et changement aux secteurs isolables

Les entreprises d'AltaGas sont exploitées par AltaGas et plusieurs de ses filiales, y compris, sans s'y limiter, AltaGas Services (U.S.) Inc., AltaGas Utility Holdings (U.S.) Inc., WGL Holdings Inc. (WGL), Wrangler 1 LLC, Wrangler SPE LLC, Washington Gas Resources Corporation, WGL Energy Services, Inc. (WGL Energy Services) et SEMCO Holding Corporation; pour ce qui est du secteur Services publics, Washington Gas Light Company (Washington Gas), Hampshire Gas Company et SEMCO Energy, Inc. (SEMCO); pour ce qui est du secteur Intermédiaire, AltaGas Extraction and Transmission Limited Partnership, AltaGas Pipeline Partnership, AltaGas Processing Partnership, AltaGas Northwest Processing Limited Partnership, Harmattan Gas Processing Limited Partnership, Ridley Island LPG Export Limited Partnership et WGL Midstream Inc. (WGL Midstream); et pour ce qui est des actifs restants du secteur Siège social/autres, AltaGas Power Holdings (U.S.) Inc., WGL Energy Systems, Inc. (WGL Energy Systems), et Blythe Energy Inc. (Blythe). SEMCO exerce ses activités de distribution de gaz naturel au Michigan, sous la dénomination SEMCO Energy Gas Company (SEMCO Gas), ses activités de distribution de gaz naturel en Alaska, sous la dénomination ENSTAR Natural Gas Company (ENSTAR), et sa participation de 65 % dans un service public de stockage de gaz naturel à tarifs réglementés en Alaska, sous la dénomination Cook Inlet Natural Gas Storage Alaska LLC (CINGSA).

AltaGas, société canadienne, est un chef de file nord-américain des infrastructures d'énergie qui assure l'acheminement de liquides de gaz naturel (LGN) et du gaz naturel sur les marchés national et international. À long terme, la Société vise à étendre ses activités dans des domaines intéressants de ses secteurs Services publics et Intermédiaire en cherchant à déployer ses capitaux de façon optimale. Dans le secteur Intermédiaire, la Société veille principalement à optimiser la chaîne de valeur entière des exportations énergétiques en fournissant des solutions aux producteurs, y compris, un accès au marché mondial à partir de la côte ouest du Canada grâce à son empreinte dans la région de Montney. Dans le secteur Services publics, la Société cherche à dégager une croissance au moyen de l'investissement dans la base tarifaire et du recours aux programmes de recouvrement des tarifs accélérés, tout en offrant aux clients un service efficace et efficient.

Au premier trimestre de 2020, AltaGas a modifié ses secteurs isolables pour les aligner sur la structure de ses activités après les ventes d'actifs en 2019 dans le cadre de son programme de monétisation d'actifs. Après ces changements, AltaGas s'est recentrée sur ses principaux secteurs Services publics et Intermédiaire. Conformément à la vision stratégique de la direction pour les activités et la base sur laquelle cette dernière évalue la performance et attribue les ressources, AltaGas compte à partir de 2020 deux secteurs d'exploitation : Services publics (qui comprend maintenant les activités de commercialisation au détail de WGL) et Intermédiaire. Ces secteurs d'exploitation n'ont pas été regroupés lors de la détermination des secteurs isolables d'AltaGas. Tous les autres actifs sont présentés dans le secteur Siège social/autres. Les secteurs d'exploitation d'Alta Gas sont les suivants :

- Le secteur Services publics, qui sert près de 1,7 million de clients avec une base tarifaire d'environ 4,1 milliards de dollars américains grâce à la détention de services publics de distribution de gaz naturel réglementés dans cinq territoires aux États-Unis, et deux services publics de stockage de gaz naturel à tarifs réglementés aux États-Unis,

qui fournissent du gaz naturel propre et abordable aux foyers et aux entreprises. Le secteur Services publics comprend également des installations de stockage et les contrats visant les services de transport et de stockage de gaz naturel entre États, ainsi que les activités connexes de commercialisation au détail de l'énergie de WGL, qui rejoignent environ 0,5 million de clients.

- Le secteur Intermédiaire, qui comprend une participation de 70 % dans le Ridley Island Propane Export Terminal (RIPET), permettant à AltaGas de tirer parti de ses actifs le long de la chaîne de valeur énergétique dans l'Ouest canadien, y compris la collecte et le traitement de gaz naturel, l'extraction et le fractionnement de LGN, et la commercialisation du gaz naturel et des LGN. Le secteur Intermédiaire comprend également le transport, le stockage, une participation dans un gazoduc réglementé sur la formation gazière Marcellus/Utica dans le nord-est des États-Unis, la participation de 50 % dans AltaGas Idemitsu Joint Venture Limited Partnership (AIJVLP) qui détient une participation dans Petrogas Energy Corp. (Petrogas), par l'entremise de laquelle AltaGas détient une participation dans le terminal Ferndale.

Le secteur Siège social/autres comprend les activités du siège social d'AltaGas et un petit portefeuille d'actifs d'électricité restants, dont certains sont en cours de vente.

2. Sommaire des principales conventions comptables

MODE DE PRÉSENTATION

Les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités ont été préparés par la direction selon les principes comptables généralement reconnus des États-Unis (PCGR des États-Unis). Par conséquent, ils ne comprennent pas toutes les informations et données financières requises pour des états financiers consolidés annuels et doivent être lus avec les états financiers consolidés annuels audités de 2019 de la Société, dressés selon les PCGR des États-Unis. Selon la direction, les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités comprennent tous les ajustements qui sont de nature récurrente et nécessaires pour donner une image fidèle de la situation financière de la Société.

Aux termes du Règlement 52-107 sur les principes comptables et normes d'audit acceptables (Règlement 52-107), les «émetteurs inscrits auprès de la SEC» sont autorisés à produire leurs états financiers conformément aux PCGR des États-Unis. Le 21 janvier 2020, AltaGas a déposé un prospectus préalable de base simplifié définitif en Alberta et une déclaration d'enregistrement sur Formulaire F-10 correspondante aux États-Unis, en vertu de laquelle AltaGas est tenue, aux termes de l'article 15(d) de la *Securities Exchange Act of 1934*, de déposer des rapports auprès de la Securities and Exchange Commission des États-Unis. Par conséquent, AltaGas est un émetteur inscrit auprès de la SEC et est autorisée à produire ses états financiers conformément aux PCGR des États-Unis.

PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

Les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités d'AltaGas comprennent les comptes de la Société, de ses filiales, des entités à détenteurs de droits variables (EDDV) pour lesquelles la Société est le principal bénéficiaire, ainsi que ses participations dans divers partenariats et coentreprises dans lesquels AltaGas détient un droit en copropriété dans les

actifs et les passifs. Les placements dans les sociétés non consolidées sur lesquelles AltaGas exerce une influence notable, mais non le contrôle, sont comptabilisés à la valeur de consolidation.

La méthode de la liquidation hypothétique à la valeur comptable (LHVC) est utilisée pour certains placements comptabilisés à la valeur de consolidation ainsi que pour la consolidation de placements en titres de capitaux propres dans des entreprises comptant des participations ne donnant pas le contrôle lorsque l'entente régissant la structure du placement confère des droits de liquidation et des priorités qui ne correspondent pas au pourcentage de la participation sous-jacente. La majeure partie des placements visés par la méthode LHVC d'AltaGas ont été vendus en 2019.

Tous les soldes et transactions intersociétés sont éliminés au moment de la consolidation. Lorsqu'un tiers détient une participation ne donnant pas le contrôle dans une filiale contrôlée par AltaGas, cette participation ne donnant pas le contrôle est présentée au poste «Participations ne donnant pas le contrôle» dans les états financiers consolidés. La quote-part du bénéfice net (ou de la perte nette) attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle des filiales consolidées représente une répartition du bénéfice net consolidé et est présentée séparément au poste «Bénéfice net (perte nette) attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle».

UTILISATION D'ESTIMATIONS ET INCERTITUDE RELATIVE À LA MESURE

La préparation d'états financiers consolidés selon les PCGR des États-Unis exige que la direction fasse des estimations et formule des hypothèses qui influent sur les montants constatés des actifs et des passifs et sur les montants constatés des produits et des charges présentés au cours de la période. Les points importants sur lesquels la direction a porté des jugements complexes ou subjectifs, du fait de questions par définition incertaines, comprennent, sans toutefois s'y limiter : la détermination de la nature des obligations de prestation et l'établissement du calendrier de prestation, ainsi que l'établissement du prix de transaction et des montants affectés aux obligations de prestation aux fins de la comptabilisation des produits; les taux d'amortissement; la question de savoir si un contrat est ou renferme un contrat de location; l'établissement du classement, de la durée et du taux d'actualisation des contrats de location; la juste valeur des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations; la juste valeur des immobilisations corporelles et de l'écart d'acquisition aux fins de l'évaluation de la dépréciation; la juste valeur des instruments financiers; l'évaluation des pertes sur créances; la charge d'impôts sur les bénéfices; les hypothèses utilisées pour évaluer les avantages sociaux futurs; les provisions au titre des éventualités; la répartition du prix d'achat et la valeur comptable des actifs et passifs réglementaires. Certaines estimations sont rendues nécessaires en raison du cadre réglementaire dans lequel les filiales ou les sociétés affiliées d'AltaGas exercent leurs activités, ce qui exige souvent que des montants soient comptabilisés à la valeur estimative jusqu'à ce qu'ils soient déterminés de manière définitive par suite de décisions réglementaires ou d'autres démarches réglementaires. Par leur nature, ces estimations sont assujetties à une incertitude relative à la mesure et pourraient influencer sur les états financiers consolidés de périodes futures.

PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

À l'exception de ce qui suit, les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités ont été dressés selon les mêmes conventions et méthodes comptables que celles utilisées dans la préparation des états financiers consolidés annuels audités de 2019 de la Société.

Ci-après sont présentées les principales méthodes comptables de la Société par suite de l'adoption de l'ASC 326 :

Pertes sur créances

Les débiteurs, les actifs sur contrat, un prêt à une société affiliée et les autres débiteurs à long terme relevant du périmètre de l'ASC 326 sont comptabilisés déduction faite de la provision pour pertes sur créances aux bilans consolidés. AltaGas analyse et évalue régulièrement la recouvrabilité des débiteurs en fonction de divers facteurs. Si des circonstances relatives à la recouvrabilité changent, la provision pour pertes sur créances est ajustée. Les comptes sont radiés lorsque tous les efforts de recouvrement ont été déployés et que le recouvrement est peu probable. Voir ci-après la description du calcul de l'estimation des pertes sur créances attendues.

Actifs sur contrat et débiteurs de clients des Services publics

AltaGas est exposée au risque de non-paiement des factures par les clients des Services publics. Pour gérer ce risque de crédit des clients, les clients des services publics à tarifs réglementés d'AltaGas se voient offrir des options de facturation étalée ou les clients à haut risque peuvent être tenus de fournir un dépôt au comptant jusqu'à ce que tous les montants soient remboursés. AltaGas peut recouvrer une partie des montants auprès de clients en défaut de paiement dans les périodes futures au moyen du mécanisme d'établissement des tarifs. Pour les débiteurs issus du secteur Services publics, une provision pour pertes sur créances est portée en diminution des produits et comptabilisée au moyen d'un taux de pertes fondé sur l'historique des paiements et des recouvrements. Ce taux peut être ajusté en fonction des attentes de la direction à l'égard de conditions macroéconomiques inhabituelles et d'autres facteurs. AltaGas évalue régulièrement le caractère raisonnable de la provision en fonction d'une combinaison de facteurs, dont : la durée du retard de l'arriéré, l'historique des paiements prévus, l'historique des recouvrements, la situation financière des clients et d'autres circonstances qui pourraient influencer sur la capacité des clients ou leur volonté de faire les paiements. Dans le cas des débiteurs de clients de la commercialisation de l'énergie où AltaGas est partie à un programme d'achat de débiteurs de services publics à tarifs réglementés, le taux d'actualisation du service public connexe sert à déterminer les pertes sur créances.

Actifs sur contrat et débiteurs de clients du secteur Intermédiaire

AltaGas mène ses activités en vertu d'une politique de crédit conçue pour atténuer le risque de crédit. Des limites de crédit sont établies pour chaque contrepartie et des améliorations de crédit, comme des lettres de crédit, des garanties de la société mère et des garanties au comptant, peuvent être requises. La solvabilité de chacune des contreparties fait l'objet d'un suivi continu. Une provision pour pertes sur créances est comptabilisée au titre des débiteurs auprès de clients et de contreparties figurant aux contrats jugés de qualité inférieure par AltaGas en appliquant un taux de pertes estimé. Le taux de pertes estimé est fondé sur les taux de défaut historiques publiés par des agences de notation externes. Pour les débiteurs, un taux sur un an est utilisé. Pour les actifs sur contrat, des taux de pertes historiques liés à la période estimative pendant laquelle l'actif sur contrat sera facturé au client sont utilisés. Lorsqu'un client ou une contrepartie figurant au contrat n'affiche plus de caractéristiques de risques similaires, le débiteur connexe est évalué individuellement.

Autres

Pour le prêt à une société affiliée et les autres débiteurs à long terme, la contrepartie connexe est évaluée et reçoit une note de crédit interne fondée sur la politique de crédit d'AltaGas. Une provision pour pertes sur créances est comptabilisée selon les taux de défaut historiques publiés par des agences de notation de crédit externes et un taux correspondant à la période au cours de laquelle le débiteur devrait être recouvré.

ADOPTION DE NOUVELLES NORMES COMPTABLES

Le 1^{er} janvier 2020, AltaGas a adopté les Accounting Standards Updates (ASU) suivantes publiées par le Financial Accounting Standards Board (FASB) :

- En juin 2016, le FASB a publié l'ASU No. 2016-13, *Financial Instruments – Credit Losses and all related amendments (collectively “ASC 326”): Measurement of Credit Losses on Financial Instruments*. L'ASU remplace le modèle de dépréciation actuel fondé sur les pertes subies par un modèle fondé sur les pertes attendues pour les actifs financiers évalués au coût amorti. AltaGas a appliqué l'ASC 326 selon l'approche rétrospective modifiée au moyen d'un ajustement à effet cumulatif aux bénéfices non répartis à la date d'entrée en vigueur de la nouvelle norme. Les chiffres des périodes antérieures présentés aux fins de comparaison n'ont pas été ajustés. Par suite de l'adoption de l'ASC 326, les «débiteurs, déduction faite des provisions» ont diminué de 2 millions de dollars et les «placements à long terme et autres actifs», de 5 millions de dollars, une augmentation correspondante ayant été comptabilisée dans le «déficit cumulé». AltaGas a choisi de comptabiliser ses équivalents de trésorerie à la juste valeur. Pour plus de précisions, se reporter également à la note 14 des états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités au 30 juin 2020 et pour les trois mois et six mois clos à cette date.
- ASU No. 2018-13, *Fair Value Measurement – Disclosure Framework: Changes to the Disclosure Requirements for Fair Value Measurement*. Les modifications apportées par cette mise à jour modifient les obligations d'information pour les évaluations à la juste valeur. L'adoption de cette mise à jour n'a pas eu d'incidence importante sur les états financiers consolidés d'AltaGas, mais a entraîné des ajustements mineurs aux informations fournies sur la juste valeur. Pour plus de précisions, se reporter également à la note 14 des états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités au 30 juin 2020 et pour les trois mois et six mois clos à cette date.
- ASU No. 2018-17, *Consolidation: Targeted Improvements to Related Party Guidance for Variable Interest Entities*. Les modifications apportées par cette ASU permettent une exemption aux sociétés privées relativement aux lignes directrices à l'égard des EDDV pour certaines entités, et précisent qu'une participation indirecte détenue par l'intermédiaire de parties liées sous un contrôle commun est considérée sur une base proportionnelle au moment de déterminer si les honoraires versés à un décideur ou à un prestataire de services sont des droits variables. L'adoption de cette mise à jour n'a pas eu d'incidence importante sur les états financiers consolidés d'AltaGas.
- ASU No. 2018-18, *Collaborative Arrangements: Clarifying the Interaction between Topic 808 and Topic 606*. Les modifications apportées par cette mise à jour précisent que certaines transactions entre des participants à un accord de collaboration doivent être comptabilisées à titre de produits en vertu de l'ASC 606, ajoutent des directives sur les unités de comptabilisation de l'ASC 808 qui sont conformes aux dispositions de l'ASC 606 et, en ce qui a trait à une

transaction avec un participant à un accord de collaboration qui n'est pas directement liée aux ventes à un tiers, ne permettent pas de présenter cette transaction à même les produits comptabilisés selon l'ASC 606 si le participant à l'accord de collaboration n'est pas un client. L'adoption de cette mise à jour n'a pas eu d'incidence importante sur les états financiers consolidés d'AltaGas.

- ASU No. 2019-01, *Leases: Codification Improvements*. Les modifications apportées par cette ASU offrent une exception à la comptabilisation à la juste valeur pour les bailleurs qui ne sont ni fabricants ni concessionnaires, précisent la présentation des paiements de capital reçus dans le cadre d'un contrat de location-vente ou de location-financement pour les institutions de dépôt et de prêt, et précisent que les obligations d'information transitoires liées à un changement à l'état des résultats, au bénéfice net et aux montants par action connexes découlant de l'adoption de l'ASC 842 ne sont pas requises. L'adoption de cette mise à jour n'a pas eu d'incidence importante sur les états financiers consolidés d'AltaGas.
- ASU No. 2019-04, *Financial Instruments: Codification Improvements*. Les modifications apportées par cette ASU fournissent des précisions et améliorent la codification des normes comptables publiées récemment sur les pertes sur créances, la comptabilité de couverture et les instruments financiers. Les modifications liées aux pertes sur créances ont été évaluées de pair avec l'ASU 2016-13 décrite ci-dessus. L'adoption de cette mise à jour n'a pas eu d'incidence importante sur les états financiers consolidés d'AltaGas.
- ASU No. 2020-03, *Codification Improvements to Financial Instruments*. Les modifications apportées par cette ASU fournissent des précisions et améliorent la codification de certains aspects des normes comptables sur les instruments financiers. L'adoption de cette mise à jour n'a pas eu d'incidence importante sur les états financiers consolidés d'AltaGas.

MODIFICATIONS FUTURES DE CONVENTIONS COMPTABLES

En août 2018, le FASB a publié l'ASU 2018-14, *Compensation – Retirement Benefits-Defined Benefit Plans – General: Disclosure Framework – Changes to the Disclosure Requirements for the Defined Benefit Plans*. Les modifications apportées par cette mise à jour modifient les obligations d'information pour les régimes de retraite à prestations déterminées et les régimes d'avantages complémentaires de retraite (ACR). Les modifications apportées par cette mise à jour s'appliquent aux périodes annuelles et intermédiaires ouvertes après le 15 décembre 2020. L'adoption anticipée est permise. L'adoption de cette norme ne devrait pas avoir une incidence importante sur les états financiers consolidés d'AltaGas.

En décembre 2019, le FASB a publié l'ASU No. 2019-12, *Income Taxes: Simplifying the Accounting for Income Taxes*. Les modifications apportées par cette ASU simplifient la comptabilisation des impôts en clarifiant certains aspects des lignes directrices en vigueur et en supprimant certaines exceptions aux principes généraux présentés dans l'ASC 740. Les modifications apportées par cette mise à jour s'appliquent aux périodes annuelles et intermédiaires ouvertes après le 15 décembre 2020. L'adoption anticipée est permise. AltaGas évalue actuellement l'incidence de cette mise à jour sur ses états financiers consolidés.

En janvier 2020, le FASB a publié l'ASU No. 2020-01, *Derivatives and Hedging: Clarifying the Interactions between Topic 321, Topic 323, and Topic 815*. Les modifications apportées par cette ASU clarifient l'application de la méthode alternative

d'évaluation des instruments de capitaux propres et l'évaluation de contrats à terme non dérivés ou d'options d'achat achetées en vue d'acquérir des titres de capitaux propres. Les modifications apportées par cette mise à jour s'appliquent aux périodes annuelles et intermédiaires ouvertes après le 15 décembre 2020. L'adoption anticipée est permise. L'adoption de cette norme ne devrait pas avoir une incidence importante sur les états financiers d'AltaGas.

En mars 2020, le FASB a publié l'ASU No. 2020-04, *Reference Rate Reform: Facilitation of the Effects of Reference Rate Reform on Financial Reporting*. Les modifications apportées par cette mise à jour prévoient des mesures de simplification facultatives et des exceptions à l'application des PCGR aux modifications de contrats et aux relations de couverture touchées par la réforme des taux de référence si certains critères sont respectés. Ces mesures et exceptions s'appliquent seulement aux contrats, relations de couverture et autres transactions qui utilisent comme taux de référence le London Interbank Offered Rate (LIBOR) ou un autre taux de référence appelé à disparaître en raison de la réforme des taux de référence. Les modifications apportées par cette mise à jour sont en vigueur du 12 mars 2020 au 31 décembre 2022, inclusivement. AltaGas peut choisir d'appliquer les modifications en tout temps depuis le début d'une période intermédiaire qui inclut ou est ultérieure au 12 mars 2020 de manière prospective. AltaGas n'a pas choisi d'adopter cette ASU au 30 juin 2020 et évalue l'incidence de celle-ci sur ses états financiers consolidés.

3. Cessions

AltaGas Canada Inc. (ACI)

Le 31 mars 2020, l'Office d'investissement des régimes de pensions du secteur public et l'Alberta Teachers' Retirement Fund Board ont fait l'acquisition de toutes les actions ordinaires émises et en circulation d'ACI pour un montant de 33,50 \$ par action. AltaGas détenait 11 025 000 actions ordinaires (environ 37 %) d'ACI et a reçu un produit au comptant d'environ 369 millions de dollars à la clôture. AltaGas a comptabilisé à la cession un gain avant impôts d'environ 206 millions de dollars dans les états des résultats consolidés au poste «Autres produits » pour les six mois clos le 30 juin 2020. Après un changement de nom en lien avec l'entente, ACI s'appelle dorénavant TriSummit Utilities Inc.

Actifs de production décentralisée

En 2019, AltaGas a clos la vente de son portefeuille d'actifs de production décentralisée aux États-Unis. La majorité des actifs ont été transférés en 2019, sauf pour certains projets pour lesquels le transfert de la propriété à l'acheteur ne peut se produire sans l'obtention de divers consentements et approbations. Ainsi, la valeur comptable des actifs et des passifs liés à ces projets demeure classée comme étant détenue en vue de la vente aux bilans consolidés au 30 juin 2020 (note 4). AltaGas a comptabilisé à la cession un gain avant impôts d'environ 9 millions de dollars dans les états des résultats consolidés au poste «Autres produits» pour les six mois clos le 30 juin 2020 relativement aux projets transférés au cours du premier semestre de 2020. AltaGas a comptabilisé une provision avant impôt liée aux projets de production décentralisée aux États-Unis qui n'ont pas encore été transférés à l'acheteur (note 5). L'acheteur a eu droit à des bénéfices après impôts tirés des projets de production décentralisée, y compris ceux en attente d'un consentement, et ce, dès le 1^{er} septembre 2019.

Parcelles de terrain Harmattan

Au deuxième trimestre de 2020, AltaGas a complété la vente de parcelles de terrain situées à proximité de l'usine de traitement de gaz Harmattan pour un produit brut en trésorerie d'environ 3 millions de dollars. Aucun gain ni aucune perte n'a résulté de cette vente.

4. Actifs détenus en vue de la vente

Aux	30 juin 2020	31 décembre 2019
Actifs détenus en vue de la vente		
Immobilisations corporelles	57 \$	22 \$
Actifs au titre de droits d'utilisation liés à des contrats de location simple	—	1
Écart d'acquisition	—	1
Autres actifs à long terme	—	3
	57 \$	27 \$
Passifs liés aux actifs détenus en vue de la vente		
Crédits d'impôt à l'investissement non amortis	1 \$	3 \$
Obligations locatives liées à des contrats de location simple (à long terme)	—	1
	1 \$	4 \$

Actifs de production décentralisée

En 2019, AltaGas a annoncé avoir conclu une entente définitive pour la vente de son portefeuille d'actifs de production décentralisée aux États-Unis (note 3). La transaction a été clôturée en septembre 2019; toutefois, pour un projet, le transfert de la propriété à l'acheteur ne peut se produire sans l'obtention de divers consentements et approbations. Ainsi, la valeur comptable des actifs et des passifs liés à ce projet demeure classée comme étant détenue en vue de la vente au 30 juin 2020, ce qui a entraîné le reclassement d'actifs totalisant 5 millions de dollars aux actifs détenus en vue de la vente et de passifs totalisant 1 million de dollars aux passifs liés aux actifs détenus en vue de la vente dans les bilans consolidés. La tranche du prix d'achat liée à ce projet est d'environ 4 millions de dollars (3 millions de dollars américains) et est comptabilisée au poste «Créditeurs et charges à payer» aux bilans consolidés jusqu'à ce que ce projet soit légalement transféré à l'acheteur. Ces actifs et passifs sont comptabilisés dans le secteur Siège social/autres.

Installation de stockage d'énergie Pomona

Au premier semestre de 2020, AltaGas a classé AltaGas Pomona Energy Storage Inc. et un terrain lié à une centrale alimentée au gaz située aux États-Unis comme étant détenus en vue de la vente. Ainsi, des actifs totalisant 51 millions de dollars ont été classés aux actifs détenus en vue de la vente aux bilans consolidés au 30 juin 2020. Ces actifs sont comptabilisés dans le secteur Siège social/autres. La vente a été close le 20 juillet 2020 (note 24).

Centrale alimentée au gaz

Au deuxième trimestre de 2020, une entente a été conclue pour la cession d'une centrale alimentée au gaz à Ripon, en Californie. La clôture de la vente devrait avoir lieu au troisième trimestre de 2020. Par conséquent, la valeur comptable des

actifs et des passifs est classée comme détenue en vue de la vente, ce qui a donné lieu au reclassement d'actifs d'une valeur de 1 million de dollars en actifs détenus en vue de la vente dans les bilans consolidés. Ces actifs et passifs sont comptabilisés dans le secteur Siège social/autres.

5. Provisions pour actifs

Six mois clos les 30 juin	2020	2019
Intermédiaire	2 \$	— \$
Siège social/autres	3	1
	5 \$	1 \$

Intermédiaire

Pour les six mois clos le 30 juin 2020, AltaGas a comptabilisé une provision avant impôts de 2 millions de dollars liée à des parcelles de terrain situées à proximité de l'usine de traitement de gaz Harmattan, qui ont été vendues au deuxième trimestre de 2020 (note 3). Les provisions avant impôts ont été comptabilisées à l'égard des immobilisations corporelles. Aucune provision n'a été comptabilisée dans le secteur Intermédiaire pour les six mois clos le 30 juin 2019.

Siège social/autres

Pour les six mois clos le 30 juin 2020, AltaGas a comptabilisé une provision avant impôt de 3 millions de dollars liée aux projets de production décentralisée aux États-Unis qui n'ont pas encore été transférés à l'acheteur et qui sont classés comme détenus en vue de la vente au 30 juin 2020 (note 4). Les provisions avant impôts ont été comptabilisées à l'égard des immobilisations corporelles. Pour les six mois clos le 30 juin 2019, AltaGas a comptabilisé une provision avant impôt de 1 million de dollars relativement à une pièce de rechange qui a été classée comme étant détenue en vue de la vente au 30 juin 2019.

6. Stocks

Aux	30 juin 2020	31 décembre 2019
Gaz naturel stocké ^a	286 \$	359 \$
Matières et fournitures	63	57
Crédits d'énergie renouvelable et instruments de conformité des émissions	72	64
Liquides de gaz naturel	23	26
	444 \$	506 \$

a) Au 30 juin 2020, une tranche de 140 millions de dollars du gaz naturel stocké était détenue par des services publics à tarifs réglementés (214 millions de dollars au 31 décembre 2019).

7. Écart d'acquisition

Aux	30 juin 2020	31 décembre 2019
Solde au début de la période	3 942 \$	4 068 \$
Ajustement de l'écart d'acquisition lié à une acquisition d'entreprise	—	92
Écart d'acquisition inclus dans les cessions	—	(29)
Reclassement dans les actifs détenus en vue de la vente	—	(1)
Conversion de devises	187	(188)
Solde à la fin de la période	4 129 \$	3 942 \$

8. Placements à long terme et autres actifs

Aux	30 juin 2020	31 décembre 2019
Placements dans des entités ouvertes	3 \$	4 \$
Prêt à une société affiliée (<i>déduction faite des pertes sur créances de 1 million de dollars</i>) (note 14)	44	45
Créances locatives reportées	17	17
Frais d'émission de la dette liés aux facilités de crédit	5	6
Dépôts remboursables	9	9
Paievements anticipés aux termes d'ententes de service à long terme	69	81
Appels de fonds des coentrepreneurs	27	10
Actif sur contrat (<i>déduction faite des pertes sur créances de 1 million de dollars</i>) (notes 13 et 14)	40	30
Fiducie permettant le report d'impôt (notes 19 et 21)	37	32
Autres débiteurs à long terme (<i>déduction faite des pertes sur créances de 3 millions de dollars</i>) (notes 14 et 18)	35	33
Coûts de contrat capitalisés	5	—
Autres	27	30
	318 \$	297 \$

9. Entités à détenteurs de droits variables

AltaGas consolide les entités à détenteurs de droits variables (EDDV) lorsque la Société est considérée être le principal bénéficiaire. Le principal bénéficiaire d'une EDDV a le pouvoir de diriger les activités de l'entité qui ont la plus grande incidence sur sa performance économique, notamment lorsqu'elle est le prestataire des fonctions de construction, d'exploitation et de commercialisation auprès de l'entité. De plus, le principal bénéficiaire de l'EDDV a également l'obligation d'absorber les pertes

de l'entité ou a le droit de recevoir les avantages qui pourraient être significatifs pour l'EDDV. AltaGas a établi qu'elle est le principal bénéficiaire de l'EDDV suivante :

Ridley Island LPG Export Limited Partnership

Le 5 mai 2017, AltaGas LPG Limited Partnership (AltaGas LPG), filiale en propriété exclusive d'AltaGas, et Vopak Development Canada Inc. (Vopak), filiale en propriété exclusive de Koninklijke Vopak N.V. (Royal Vopak), société ouverte constituée en vertu des lois des Pays-Bas, ont créé Ridley Island LPG Export Limited Partnership (RILE LP) en vue d'aménager, de détenir et d'exploiter le Ridley Island Propane Export Terminal (RIPET). Des filiales d'AltaGas détiennent une participation de 70 % et Vopak, une participation de 30 % dans RILE LP. Le coût de construction de RIPET a été financé par AltaGas LPG et Vopak à hauteur de leur participation respective dans RILE LP. Au titre des arrangements, AltaGas a conclu une entente à long terme visant la capacité de RIPET avec RILE LP, et AltaGas et certaines de ses filiales fourniront des services d'exploitation à RILE LP.

AltaGas a établi que RILE LP est une EDDV dans laquelle elle détient des droits variables et pour laquelle elle est le principal bénéficiaire. Afin d'établir qu'AltaGas était le principal bénéficiaire de l'EDDV, AltaGas a pris en compte le fait qu'elle avait le pouvoir de diriger les activités qui influent le plus sur le rendement économique de l'EDDV par la prestation de services d'exploitation et de marketing fournis à RILE LP. En outre, AltaGas a l'obligation d'absorber les pertes et le droit de recevoir les avantages qui pourraient être significatifs pour RILE LP en raison de l'entente à long terme visant la capacité de RIPET. Par conséquent, AltaGas a consolidé RILE LP.

Les actifs de RILE LP sont la propriété de RILE LP et AltaGas ne peut y avoir recours à d'autres fins. RILE LP ne peut se servir des soldes de ses actifs que pour régler ses propres obligations. Le passif de RILE LP ne constitue pas des réclamations additionnelles contre les actifs généraux d'AltaGas. Le risque de perte d'AltaGas attribuable à sa participation à titre de commanditaire correspond à son placement net. AltaGas et Royal Vopak ont fourni des garanties limitées sur les obligations de leurs filiales respectives au titre des coûts de la construction de RIPET. Au moment de la mise en service de RIPET, les modalités de l'entente de capacité à long terme entre AltaGas LPG et RILE LP prévoient un rendement sur le capital investi et un remboursement du capital investi, ainsi que le remboursement des coûts d'exploitation de RIPET par AltaGas LPG conformément aux modalités de l'entente.

Le tableau qui suit présente les montants compris dans les bilans consolidés attribuables à la EDDV consolidée d'AltaGas :

Aux	30 juin 2020		31 décembre 2019	
Actif à court terme	12	\$	7	\$
Immobilisations corporelles	368		371	
Placements à long terme et autres actifs	52		53	
Passif à court terme	(12)		(4)	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	(3)		(3)	
Actif net	417	\$	424	\$

10. Placements comptabilisés à la valeur de consolidation

	Pays	Pourcentage de participation	Valeur comptable aux	
			30 juin 2020	31 décembre 2019
ACI ^a	Canada	—	— \$	164 \$
AltaGas Idemitsu Joint Venture LP (AIJVLVLP)	Canada	50	490	431
Eaton Rapids Gas Storage System	USA	50	28	27
Mountain Valley Pipeline, LLC ^{b)}	USA	10	734	672
Sarnia Airport Storage Pool LP	Canada	50	18	18
Actions privilégiées de Petrogas	Canada	s. o.	150	150
			1 420 \$	1 462 \$

- a) ACI a été acquise par l'Office d'investissement des régimes de pensions du secteur public et l'Alberta Teachers' Retirement Fund Board le 31 mars 2020.
- b) La comptabilisation à la valeur de consolidation est jugée appropriée puisque Mountain Valley est une société à responsabilité limitée qui présente des comptes d'usufruit distincts et des participations allant de 5 à 50 %, de sorte que WGL Midstream exerce une influence plus que mineure sur les politiques d'exploitation et de financement de l'entité émettrice.

	Pays	Pourcentage de participation	Quote-part des résultats de placement pour les trois mois clos les 30 juin		Quote-part des résultats de placement pour les six mois clos les 30 juin	
			2020	2019	2020	2019
ACI ^{a)}	Canada	—	— \$	1 \$	3 \$	9 \$
AltaGas Idemitsu Joint Venture LP (AIJVLVLP)	Canada	50	3	7	(7)	26
Craven County Wood Energy LP ^{b)}	USA	—	—	(1)	—	—
Eaton Rapids Gas Storage System	USA	50	1	—	1	—
Grayling Generating Station LP ^{b)}	USA	—	—	(1)	—	—
Meade Pipeline Co. LLC ^{b)}	USA	—	—	11	—	23
Mountain Valley Pipeline, LLC ^{c)}	USA	10	16	10	30	18
Sarnia Airport Storage Pool LP	Canada	50	—	—	—	—
Actions privilégiées de Petrogas	Canada	s. o.	3	3	6	6
Stonewall Gas Gathering Systems LLC ^{b)}	USA	—	—	4	—	8
			23 \$	34 \$	33 \$	90 \$

- a) ACI a été acquise par l'Office d'investissement des régimes de pensions du secteur public et l'Alberta Teachers' Retirement Fund Board le 31 mars 2020.
- b) Participation cédée en 2019.
- c) La comptabilisation à la valeur de consolidation est jugée appropriée puisque Mountain Valley est une société à responsabilité limitée qui présente des comptes d'usufruit distincts et des participations allant de 5 à 50 %, de sorte que WGL Midstream exerce une influence plus que mineure sur les politiques d'exploitation et de financement de l'entité émettrice.

AltaGas Canada Inc.

Le 31 mars 2020, l'Office d'investissement des régimes de pensions du secteur public et l'Alberta Teachers' Retirement Fund Board ont fait l'acquisition de toutes les actions ordinaires émises et en circulation d'ACI pour un montant de 33,50 \$ par action. AltaGas détenait 11 025 000 actions ordinaires (environ 37 %) d'ACI et a reçu un produit au comptant d'environ 369 millions de dollars à la clôture. AltaGas a comptabilisé un gain avant impôts à la cession d'environ 206 millions de dollars dans les états des résultats consolidés au poste «Autres produits».

Petrogas et AIJVLP

Avant le premier trimestre de 2020, AltaGas détenait une participation indirecte d'environ un tiers dans Petrogas par l'entremise de sa participation dans AIJVLP. L'un des actionnaires de Petrogas a converti ses actions privilégiées de Petrogas en actions ordinaires entraînant la dilution de la participation indirecte d'AltaGas dans les actions ordinaires de Petrogas, la faisant passer de 33,3 % à environ 29,2 %. Ainsi, AltaGas a comptabilisé une perte avant impôts résultant d'une dilution d'environ 16 millions de dollars dans les états des résultats consolidés au poste «Quote-part des résultats de placements comptabilisés à la valeur de consolidation» au premier semestre de 2020. AltaGas détient également des actions privilégiées de Petrogas qui peuvent être converties, ce qui ferait augmenter la participation d'AltaGas à environ 37 % si la Société décidait de le faire avant la clôture du processus de vente.

Provisions pour placements comptabilisés à la valeur de consolidation

Aucune provision pour placements comptabilisés à la valeur de consolidation n'a été comptabilisée au premier semestre de 2020. Au deuxième trimestre de 2019, AltaGas a comptabilisé une provision avant impôts de 2 millions de dollars à l'égard de son placement dans Craven County Wood Energy LP, en raison d'une vente imminente. La vente du placement dans cette entité a été close au troisième trimestre de 2019.

11. Dette à long terme

Aux	Date d'échéance	30 juin 2020	31 décembre 2019
Facilités de crédit			
1 400 millions de dollars, facilité renouvelable, non garantie, à échéance prorogeable ^a	15 mai 2023	— \$	90 \$
300 millions de dollars US, facilité à terme non garantie	27 févr. 2021	408	390
150 millions de dollars US, renouvelable, non garantie, à échéance prorogeable	20 déc. 2023	—	163
Papier commercial ^b	Divers	300	367
Billets à moyen terme			
200 millions de dollars, premier rang, non garanti, 4,07 %	1 ^{er} juin 2020	—	200
350 millions de dollars, premier rang, non garanti, 3,72 %	28 sept. 2021	350	350
500 millions de dollars, premier rang, non garanti, 2,61 %	16 déc. 2022	500	500
300 millions de dollars, premier rang, non garanti, 3,57 %	12 juin 2023	300	300
200 millions de dollars, premier rang, non garanti, 4,40 %	15 mars 2024	200	200
300 millions de dollars, premier rang, non garanti, 3,84 %	15 janv. 2025	300	300
500 millions de dollars, premier rang, non garanti, 2,16 %	10 juin 2025	500	—
350 millions de dollars, premier rang, non garanti, 4,12 %	7 avr. 2026	350	350
200 millions de dollars, premier rang, non garanti, 3,98 %	4 oct. 2027	200	200
100 millions de dollars, premier rang, non garanti, 5,16 %	13 janv. 2044	100	100
300 millions de dollars, premier rang, non garanti, 4,50 %	15 août 2044	300	300
250 millions de dollars, premier rang, non garanti, 4,99 %	4 oct. 2047	250	250
WGL et Washington Gas – billets à moyen terme			
250 millions de dollars US, premier rang, non garanti, 2,44 % ^c	12 mars 2020	—	325
20 millions de dollars US, premier rang, non garanti, 6,65 %	20 mars 2023	27	26
41 millions de dollars US, premier rang, non garanti, 5,44 %	11 août 2025	55	53
53 millions de dollars US, premier rang, non garanti, 6,62 % à 6,82 %	oct. 2026	72	69
72 millions de dollars US, premier rang, non garanti, 6,40 % à 6,57 %	févr. à sept. 2027	98	93
52 millions de dollars US, premier rang, non garanti, 6,57 % à 6,85 %	janv. à mars 2028	71	67
9 millions de dollars US, premier rang, non garanti, 7,50 %	1 ^{er} avr. 2030	12	11
50 millions de dollars US, premier rang, non garanti, 5,70 % à 5,78 %	janv. à mars 2036	68	65
75 millions de dollars US, premier rang, non garanti, 5,21 %	3 déc. 2040	102	97
75 millions de dollars US, premier rang, non garanti, 5,00 %	15 déc. 2043	102	97
300 millions de dollars US, premier rang, non garanti, 4,22 % à 4,60 %	sept. à nov. 2044	409	390
450 millions de dollars US, premier rang, non garanti, 3,80 %	15 sept. 2046	613	584
300 millions de dollars US, premier rang, non garanti, 3,65 %	15 sept. 2049	409	390
Dette à long terme SEMCO			
300 millions de dollars US, SEMCO, premier rang, garantie, 5,15 % ^d	21 avr. 2020	—	390
82 millions de dollars US, SEMCO, premier rang, garantie, 4,48 % ^e	2 mars 2032	77	76
225 millions de dollars US, obligations hypothécaires de premier rang, 2,45 %	21 avril 2030	307	—
225 millions de dollars US, obligations hypothécaires de premier rang, 3,15 %	21 avril 2050	307	—
Écart d'évaluation lié à l'acquisition de WGL		87	84
Obligations locatives liées à des contrats de location-financement		10	10
		6 884 \$	6 887 \$
Moins les frais d'émission de titres de créance		(41)	(36)
		6 843 \$	6 851 \$
Moins la tranche échéant à moins d'un an		(419)	(923)
		6 424 \$	5 928 \$

- Les emprunts sur la facilité peuvent être effectués sous forme d'emprunts au taux préférentiel, d'emprunts au taux de base américain, d'emprunts au LIBOR, d'acceptations bancaires ou de lettres de crédit. Les emprunts sur la facilité entraînent des frais et portent intérêt aux taux applicables selon la nature des montants empruntés.
- Le papier commercial est garanti par les montants disponibles aux termes des facilités de crédit confirmées à long terme dont les dates d'échéance varient entre 2022 et 2024. Le papier commercial qui doit être remboursé au cours de la prochaine année est comptabilisé à titre de dette à court terme.
- Taux variable annuel rajusté trimestriellement en fonction des paramètres prévus dans le supplément de prospectus déposé par WGL conformément à la règle 424 de la *Securities Exchange Act* le 13 mars 2018.
- La garantie des billets à moyen terme en dollars américains comprend certains actifs de SEMCO.
- La garantie de la dette de premier rang garantie de CINGSA comprend certains actifs de CINGSA. Alaska Storage Holding Company, LLC, filiale dans laquelle AltaGas possède une participation donnant le contrôle, est le garant sans recours aux termes de cet emprunt.

12. Cumul des autres éléments du résultat étendu

	Régimes de retraite à prestations déterminées et régimes d'ACR	Couvertures des investissements nets	Conversion des activités à l'étranger	Sociétés émettrices	Total
Solde d'ouverture au 1^{er} janvier 2020	(6) \$	(149) \$	395 \$	5 \$	245 \$
Autres éléments du résultat étendu avant reclassement	—	(21)	366	5	350
Montants reclassés hors des autres éléments du résultat étendu	4	—	—	—	4
Autres éléments du résultat étendu de la période considérée (avant impôts)	4	(21)	366	5	354
Impôt sur les montants maintenus dans le cumul des autres éléments du résultat étendu	—	3	—	—	3
Impôt sur les montants reclassés en résultats	(1)	—	—	—	(1)
Autres éléments du résultat étendu de la période considérée, montant net	3	(18)	366	5	356
Solde de clôture au 30 juin 2020	(3) \$	(167) \$	761 \$	10 \$	601 \$
Solde d'ouverture au 1 ^{er} janvier 2019	(19) \$	(209) \$	801 \$	6 \$	579 \$
Autres éléments du résultat étendu avant reclassement	—	78	(361)	(1)	(284)
Montants reclassés hors des autres éléments du résultat étendu	6	—	—	—	6
Autres éléments du résultat étendu de la période considérée (avant impôts)	6	78	(361)	(1)	(278)
Impôt sur les montants reclassés en résultats	—	(9)	—	—	(9)
Autres éléments du résultat étendu de la période considérée, montant net	6	69	(361)	(1)	(287)
Solde de clôture au 30 juin 2019	(13) \$	(140) \$	440 \$	5 \$	292 \$

Reclassement hors du cumul des autres éléments du résultat étendu

Composantes reclassées hors du cumul des autres éléments du résultat étendu	Poste de l'état des résultats	Trois mois clos le 30 juin 2020	Trois mois clos le 30 juin 2019
Régimes de retraite à prestations déterminées et régimes d'ACR	Autres produits	— \$	4 \$
Impôts reportés	Recouvrement d'impôts – Impôts reportés	—	1
		— \$	5 \$
Composantes reclassées hors du cumul des autres éléments du résultat étendu	Poste de l'état des résultats	Six mois clos le 30 juin 2020	Six mois clos le 30 juin 2019
Régimes de retraite à prestations déterminées et régimes d'ACR	Autres produits	4 \$	6 \$
Impôts reportés	Charge d'impôts – Impôts reportés	(1)	—
		3 \$	6 \$

13. Produits

Les tableaux suivants présentent la ventilation des produits par sources principales pour la période :

Trois mois clos le 30 juin 2020				
	Services publics	Intermédiaire	Siège social	Total ^a
Produits tirés des contrats conclus avec les clients				
Contrats sur les produits de base	302 \$	200 \$	1 \$	503 \$
Contrats de services intermédiaires	—	34	—	34
Services de vente et de transport de gaz	441	—	—	441
Services de stockage	7	—	—	7
Autres	2	—	6	8
Total des produits tirés des contrats conclus avec les clients	752 \$	234 \$	7 \$	993 \$
Autres sources de produits				
Autres programmes visant les produits ^b	(1) \$	— \$	— \$	(1) \$
Produits locatifs ^c	—	38	26	64
Activités de gestion du risque et de négociation ^{d, e}	(23)	25	1	3
Autres	(5)	2	3	—
Total des produits tirés d'autres sources	(29) \$	65 \$	30 \$	66 \$
Total des produits	723 \$	299 \$	37 \$	1 059 \$

- a) Au premier trimestre de 2020, AltaGas a révisé ses secteurs isolables. Les chiffres des périodes comparatives ont été ajustés pour refléter ce changement. Pour en savoir davantage, se reporter à la note 23.
- b) Une grande partie des produits tirés du secteur Services publics est assujettie à la réglementation des tarifs, de sorte que, dans ces circonstances, les produits comptabilisés sont prescrits par l'organisme de réglementation compétent en vertu des dispositions de l'ASC 980.
- c) Les produits tirés de certaines des centrales au gaz sont comptabilisés comme des contrats de location simple. Dans le secteur Siège social/autres, une partie importante des produits est tirée d'ententes d'achat d'électricité (EAE) qui sont comptabilisées comme des contrats de location simple.
- d) Les activités de gestion du risque nécessitent l'utilisation d'instruments dérivés comme des swaps de produits et des swaps financiers, des contrats à terme et des options. Ces dérivés sont comptabilisés selon les dispositions de l'ASC 815 et de l'ASC 825. Une partie des produits tirés du secteur Services publics provient de la vente et de la livraison de gaz naturel et d'électricité aux utilisateurs finaux.
- e) Les marges de négociation du secteur Intermédiaire sont présentées dans les activités de gestion du risque et de négociation. AltaGas conclut des contrats dérivés afin d'optimiser sa capacité de stockage et de transport ainsi que pour gérer les actifs de transport et de stockage pour le compte de tiers. Les marges de négociation, compte tenu des gains latents et pertes latentes sur les instruments dérivés, sont incluses dans les produits. Pour les trois mois clos le 30 juin 2020, des produits bruts de 91 millions de dollars liés au contrat conclu avec GAIL Global (USA) LNG LLC (GAIL), qui entre dans le champ d'application de l'ASC 606, sont présentés dans les activités de gestion du risque et de négociation. Bien que le contrat avec GAIL, pris isolément, ne soit pas comptabilisé comme un dérivé, il est inséparable du portefeuille de négociation global. Les produits sont comptabilisés à un moment précis selon le volume réel des produits de base vendus au point de livraison, qui correspond au montant mensuel de la facture du client. Le contrat conclu avec GAIL est d'une durée de 20 ans et est entré en vigueur le 31 mars 2018.

	Services publics	Intermédiaire	Siège social	Total ^a
Produits tirés des contrats conclus avec les clients				
Contrats sur les produits de base	307 \$	179 \$	17 \$	503 \$
Contrats de services intermédiaires	—	35	—	35
Services de vente et de transport de gaz	390	—	—	390
Services de stockage	8	—	—	8
Autres	2	1	8	11
Total des produits tirés des contrats conclus avec les clients	707 \$	215 \$	25 \$	947 \$
Autres sources de produits				
Autres programmes visant les produits ^b	10 \$	— \$	— \$	10 \$
Produits locatifs ^c	—	36	26	62
Activités de gestion du risque et de négociation ^{d, e}	39	107	(1)	145
Autres	3	2	5	10
Total des produits tirés d'autres sources	52 \$	145 \$	30 \$	227 \$
Total des produits	759 \$	360 \$	55 \$	1 174 \$

- a) Au premier trimestre de 2020, AltaGas a révisé ses secteurs isolables. Les chiffres des périodes comparatives ont été ajustés pour refléter ce changement. Pour en savoir davantage, se reporter à la note 23.
- b) Une grande partie des produits tirés du secteur Services publics est assujettie à la réglementation des tarifs, de sorte que, dans ces circonstances, les produits comptabilisés sont prescrits par l'organisme de réglementation compétent en vertu des dispositions de l'ASC 980.
- c) Les produits tirés de certaines des centrales au gaz sont comptabilisés comme des contrats de location simple. Dans le secteur Siège social/autres, une partie importante des produits est tirée d'ententes d'achat d'électricité (EAE) qui sont comptabilisées comme des contrats de location simple.
- d) Les activités de gestion du risque nécessitent l'utilisation d'instruments dérivés comme des swaps de produits et des swaps financiers, des contrats à terme et des options. Ces dérivés sont comptabilisés selon les dispositions de l'ASC 815 et de l'ASC 825. Une partie des produits tirés du secteur Services publics provient de la vente et de la livraison de gaz naturel et d'électricité aux utilisateurs finaux.
- e) Les marges de négociation du secteur Intermédiaire sont présentées dans les activités de gestion du risque et de négociation. AltaGas conclut des contrats dérivés afin d'optimiser sa capacité de stockage et de transport ainsi que pour gérer les actifs de transport et de stockage pour le compte de tiers. Les marges de négociation, compte tenu des gains latents et pertes latentes sur les instruments dérivés, sont incluses dans les produits. Pour les trois mois clos le 30 juin 2019, des produits bruts de 129 millions de dollars liés au contrat conclu avec GAIL Global (USA) LNG LLC (GAIL), qui entre dans le champ d'application de l'ASC 606, sont présentés dans les activités de gestion du risque et de négociation. Bien que le contrat avec GAIL, pris isolément, ne soit pas comptabilisé comme un dérivé, il est inséparable du portefeuille de négociation global. Les produits sont comptabilisés à un moment précis selon le volume réel des produits de base vendus au point de livraison, qui correspond au montant mensuel de la facture du client. Le contrat conclu avec GAIL est d'une durée de 20 ans et est entré en vigueur le 31 mars 2018.

Six mois clos le 30 juin 2020				
	Services publics	Intermédiaire	Siège social	Total ^a
Produits tirés des contrats conclus avec les clients				
Contrats sur les produits de base	686 \$	440 \$	1 \$	1 127 \$
Contrats de services intermédiaires	—	73	—	73
Services de vente et de transport de gaz	1 391	—	—	1 391
Services de stockage	13	—	—	13
Autres	4	—	9	13
Total des produits tirés des contrats conclus avec les clients	2 094 \$	513 \$	10 \$	2 617 \$
Autres sources de produits				
Autres programmes visant les produits ^b	54 \$	— \$	— \$	54 \$
Produits locatifs ^c	—	67	46	113
Activités de gestion du risque et de négociation ^{d, e}	(10)	151	—	141
Autres	(10)	6	7	3
Total des produits tirés d'autres sources	34 \$	224 \$	53 \$	311 \$
Total des produits	2 128 \$	737 \$	63 \$	2 928 \$

- a) Au premier trimestre de 2020, AltaGas a révisé ses secteurs isolables. Les chiffres des périodes comparatives ont été ajustés pour refléter ce changement. Pour en savoir davantage, se reporter à la note 23.
- b) Une grande partie des produits tirés du secteur Services publics est assujettie à la réglementation des tarifs, de sorte que, dans ces circonstances, les produits comptabilisés sont prescrits par l'organisme de réglementation compétent en vertu des dispositions de l'ASC 980.
- c) Les produits tirés de certaines des centrales au gaz sont comptabilisés comme des contrats de location simple. Dans le secteur Siège social/autres, une partie importante des produits est tirée d'ententes d'achat d'électricité (EAE) qui sont comptabilisées comme des contrats de location simple.
- d) Les activités de gestion du risque nécessitent l'utilisation d'instruments dérivés comme des swaps de produits et des swaps financiers, des contrats à terme et des options. Ces dérivés sont comptabilisés selon les dispositions de l'ASC 815 et de l'ASC 825. Une partie des produits tirés du secteur Services publics provient de la vente et de la livraison de gaz naturel et d'électricité aux utilisateurs finaux.
- e) Les marges de négociation de WGL Midstream sont présentées dans les activités de gestion du risque et de négociation du secteur Intermédiaire. WGL Midstream conclut des contrats dérivés afin d'optimiser sa capacité de stockage et de transport ainsi que pour gérer les actifs de transport et de stockage pour le compte de tiers. Les marges de négociation de WGL Midstream, compte tenu des gains latents et pertes latentes sur les instruments dérivés, sont incluses dans les produits. Pour les six mois clos le 30 juin 2020, des produits bruts de 197 millions de dollars liés au contrat conclu avec GAIL Global (USA) LNG LLC (GAIL), qui entre dans le champ d'application de l'ASC 606, sont présentés dans les activités de gestion du risque et de négociation. Bien que contrat avec GAIL, pris isolément, ne soit pas comptabilisé comme un dérivé, il est inséparable du portefeuille de négociation global de WGL Midstream. Les produits sont comptabilisés à un moment précis selon le volume réel des produits de base vendus au point de livraison, qui correspond au montant mensuel de la facture du client. Le contrat conclu avec GAIL est d'une durée de 20 ans et est entré en vigueur le 31 mars 2018.

Six mois clos le 30 juin 2019				
	Services publics	Intermédiaire	Siège social	Total ^a
Produits tirés des contrats conclus avec les clients				
Contrats sur les produits de base	726 \$	275 \$	30 \$	1 031 \$
Contrats de services intermédiaires	—	72	—	72
Services de vente et de transport de gaz	1 474	—	—	1 474
Services de stockage	17	—	—	17
Autres	4	1	18	23
Total des produits tirés des contrats conclus avec les clients	2 221 \$	348 \$	48 \$	2 617 \$
Autres sources de produits				
Autres programmes visant les produits ^b	15 \$	— \$	— \$	15 \$
Produits locatifs ^c	—	69	49	118
Activités de gestion du risque et de négociation ^{d, e}	57	232	22	311
Autres	(2)	5	8	11
Total des produits tirés d'autres sources	70 \$	306 \$	79 \$	455 \$
Total des produits	2 291 \$	654 \$	127 \$	3 072 \$

- a) Au premier trimestre de 2020, AltaGas a révisé ses secteurs isolables. Les chiffres des périodes comparatives ont été ajustés pour refléter ce changement. Pour en savoir davantage, se reporter à la note 23.
- b) Une grande partie des produits tirés du secteur Services publics est assujettie à la réglementation des tarifs, de sorte que, dans ces circonstances, les produits comptabilisés sont prescrits par l'organisme de réglementation compétent en vertu des dispositions de l'ASC 980.
- c) Les produits tirés de certaines des centrales au gaz sont comptabilisés comme des contrats de location simple. Dans le secteur Siège social/autres, une partie importante des produits est tirée d'ententes d'achat d'électricité (EAE) qui sont comptabilisées comme des contrats de location simple.
- d) Les activités de gestion du risque nécessitent l'utilisation d'instruments dérivés comme des swaps de produits et des swaps financiers, des contrats à terme et des options. Ces dérivés sont comptabilisés selon les dispositions de l'ASC 815 et de l'ASC 825. Une partie des produits tirés du secteur Services publics provient de la vente et de la livraison de gaz naturel et d'électricité aux utilisateurs finaux.
- e) Les marges de négociation de WGL Midstream sont présentées dans les activités de gestion du risque et de négociation du secteur Intermédiaire. WGL Midstream conclut des contrats dérivés afin d'optimiser sa capacité de stockage et de transport ainsi que pour gérer les actifs de transport et de stockage pour le compte de tiers. Les marges de négociation de WGL Midstream, compte tenu des gains latents et pertes latentes sur les instruments dérivés, sont incluses dans les produits. Pour les six mois clos le 30 juin 2019, des produits bruts de 290 millions de dollars liés au contrat conclu avec GAIL Global (USA) LNG LLC (GAIL), qui entre dans le champ d'application de l'ASC 606, sont présentés dans les activités de gestion du risque et de négociation. Bien que contrat avec GAIL, pris isolément, ne soit pas comptabilisé comme un dérivé, il est inséparable du portefeuille de négociation global de WGL Midstream. Les produits sont comptabilisés à un moment précis selon le volume réel des produits de base vendus au point de livraison, qui correspond au montant mensuel de la facture du client. Le contrat conclu avec GAIL est d'une durée de 20 ans et est entré en vigueur le 31 mars 2018.

Constataion des produits

Ci-après est décrite la convention comptable en matière de comptabilisation des produits de la Société par secteurs et par principales sources provenant de contrats conclus avec les clients.

Secteur Services publics

Services de vente et de transport de gaz

Les factures sont présentées aux clients mensuellement selon les relevés de compteur. La facturation aux clients est fondée sur deux éléments, i) un montant d'honoraires fixes et ii) des frais variables en fonction de la consommation. Les produits sont constatés au fil du temps lorsque le gaz est livré ou lorsque le service est fourni. Puisque les relevés de compteur sont effectués

de manière cyclique, AltaGas constate les produits comptabilisés pour les services rendus à ses clients, mais non encore facturés à la fin du mois. Pour la grande majorité de ces ententes, les clients peuvent annuler le service à tout moment, mais certaines ententes comportent une échéance d'au moins un an. Ces ententes à long terme renferment habituellement une modalité contractuelle stipulant que le client est tenu de payer, que le gaz soit livré ou non. Ces ententes ne renferment généralement pas d'un droit de combler tout déficit de volume et les produits sont comptabilisés mensuellement au rythme de la prestation de service.

Services de stockage de gaz

Les services de stockage rendus sont facturés aux clients chaque mois. La facturation aux clients est fondée sur quatre éléments, i) les frais de réservation, ii) les frais de mobilisation de capacité, iii) les frais d'ajout ou de retrait et iv) les frais liés aux excédents. Les frais de réservation sont fondés sur le volume de retrait en vertu de l'entente conclue avec le client, les frais de mobilisation de capacité sont fondés sur le volume total aux termes de l'entente conclue avec le client, les frais d'ajout ou de retrait sont fondés sur le volume de gaz livré au client ou par le client. Les frais liés aux excédents sont facturés en fonction du nombre de jours où le volume stocké excède le volume de stockage maximal accordé au client. Les produits sont comptabilisés lorsque le service est fourni chaque mois, ce qui correspond au montant mensuel de la facture d'un client. La majeure partie de ces ententes ont des échéances de plus d'un an.

Ventes de produits de base

Les ventes de produits de base comprennent les ventes de gaz et d'électricité à une clientèle résidentielle, commerciale et industrielle dans certains États où WGL Energy Services est autorisée à agir comme fournisseur de services concurrent. La durée de ces contrats de vente de produits de base varie généralement de un an à cinq ans. Les clients sont facturés mensuellement selon la quantité d'énergie qui leur est livrée. Les produits sont comptabilisés selon le montant que la Société est autorisée à facturer au client.

Secteur Intermédiaire

Ventes de produits de base

Une partie de la production de LGN provenant des installations d'extraction d'AltaGas est assujettie aux différentiels de fractionnement entre le LGN extrait et le gaz naturel acheté pour combler le pouvoir calorifique du LGN extrait. Les contrats de vente de produits de base qui ne respectent pas la définition d'un dérivé et les contrats pour lesquels AltaGas a choisi d'appliquer l'exemption relative aux achats et aux ventes dans le cours normal des affaires sont comptabilisés selon les dispositions de l'ASC 606. La durée de ces contrats de vente de produits de base varie, mais la majeure partie de ces contrats ont une durée d'un an, qui coïncide avec l'année du LGN. AltaGas comptabilise les produits tirés des contrats de vente de produits de base à un moment précis selon le volume réel des produits de base vendus au point de livraison, qui correspond au montant mensuel de la facture du client.

Les contrats de vente de produits de base de RIPET génèrent des produits provenant de la vente et de la distribution de propane liquide acheté des producteurs. Les produits de ces contrats de vente sont comptabilisés lorsque le propane est chargé sur les navires de transport, c'est-à-dire le point de livraison. AltaGas a droit à une contrepartie pour un montant correspondant directement aux volumes de propane chargés sur un navire.

Contrats de services intermédiaires

AltaGas tire des produits de ses installations de collecte et de traitement sur place, de ses installations d'extraction et de ses réseaux de transport aux termes de diverses ententes contractuelles. Les produits des ententes qui ne comprennent pas de contrat de location sont comptabilisés selon les dispositions de l'ASC 606 comme suit :

Rémunération au service – Le service fourni est facturé au client par unité de volume. La durée contractuelle des ententes se situe habituellement entre un mois et la durée de vie des réserves. Le montant des produits tirés de ce type d'entente est comptabilisé au rythme de la prestation de service, qui correspond au montant mensuel de la facture du client.

Achat ferme – Le client a conclu un contrat en vertu duquel il s'est engagé à prendre un volume minimum prescrit et AltaGas, à traiter ou livrer un volume précisé à un tarif unitaire précisé dans les dispositions du contrat. Le volume que le client est incapable de livrer constitue un déficit de volume. Certains des contrats d'achat ferme d'AltaGas renferment des dispositions en vertu desquelles le client peut combler un déficit de volume au cours de périodes ultérieures. Selon ce type de contrat, toute contrepartie reçue se rapportant au déficit de volume sera reportée jusqu'à ce que i) le client comble le déficit de volume ou ii) la probabilité que le client comble le déficit de volume dans le temps imparti pour ce faire devienne très faible. Si AltaGas estime que le client ne sera pas en mesure de combler le déficit de volume (aussi appelé montant de droits abandonnés), AltaGas peut comptabiliser le montant de droits abandonnés prévu dans les produits avant la fin de la période de temps imparti pour ce faire. L'estimation du montant de droits abandonnés fait largement appel au jugement. Les produits tirés des contrats en vertu desquels le client ne dispose pas d'un droit lui permettant de combler un déficit de volume sont comptabilisés mensuellement selon i) le volume réel livré multiplié par le tarif unitaire ou, s'il est supérieur, ii) le volume minimum en vertu de l'entente.

Siège social/autres

Dans le secteur Siège social/autres, la majeure partie des produits se rapporte aux actifs d'électricité restants, dont les produits sont tirés principalement d'EAE qui sont comptabilisées comme des contrats de location simple. Dans les cas où la production d'électricité n'est pas vendue aux termes d'entente d'achat d'électricité, le produit de base est vendu en tant que production marchande ou en vertu de contrats de vente de produits de base qui sont comptabilisés comme des instruments financiers. Les contrats de vente de produits de base qui ne respectent pas la définition d'un contrat de location ou d'un dérivé et les contrats pour lesquels AltaGas a choisi d'appliquer l'exemption relative aux achats et aux ventes dans le cours normal des affaires sont comptabilisés selon les dispositions de l'ASC 606. Ces contrats comprennent l'énergie générée à partir des actifs combinés de chauffage et de production d'électricité qui est vendue aux termes d'ententes d'achat d'électricité à long terme dont la durée est généralement d'environ 20 ans. Ces ententes d'achat à long terme permettent de dégager des flux de trésorerie constants au moyen des prix contractuels pour les marchandises sous-jacentes.

Soldes contractuels

Au 30 juin 2020, un actif sur contrat de 40 millions de dollars a été comptabilisé au poste «Placements à long terme et autres actifs» dans les bilans consolidés (30 millions de dollars au 31 décembre 2019). Cet actif sur contrat représente la différence dans les produits comptabilisés en vertu d'un nouveau tarif dans le cadre d'une modification ayant consisté à combiner et à prolonger des contrats conclus avec un client. Les produits liés à cette modification contractuelle seront comptabilisés au tarif en vigueur avant la modification pour le reste de la durée initiale, et les produits excédentaires seront comptabilisés à titre d'actif sur contrat. Des montants seront déduits de cet actif sur contrat pendant la durée résiduelle du contrat modifié.

En outre, au 30 juin 2020, les charges payées d'avance et autres actifs à court terme dans les bilans consolidés comprenaient un actif sur contrat de 69 millions de dollars (59 millions de dollars au 31 décembre 2019) au titre des produits non facturés de WGL Energy Systems à l'égard des contrats de conception-construction. L'actif sur contrat représente les montants non facturés résultant habituellement de ventes aux termes de contrats lorsque la méthode des coûts engagés est utilisée pour la comptabilisation des produits et que les produits comptabilisés excèdent les montants facturés aux clients. Le droit de paiement est acquis lorsque les projets sont officiellement approuvés par le gouvernement fédéral. Au 30 juin 2020, des passifs sur contrat de 3 millions de dollars (2 millions de dollars au 31 décembre 2019) ont été comptabilisés dans les autres passifs à court terme dans les bilans consolidés. Les passifs sur contrat représentent les paiements anticipés et les montants facturés en excédent des produits comptabilisés et des produits reportés. Les actifs et passifs sur contrat sont présentés au montant net, contrat par contrat, à la clôture de chaque période de présentation de l'information.

Actifs sur contrat

Aux	30 juin 2020	31 décembre 2019
Solde au début de la période	89 \$	59 \$
Ajouts	18	32
Conversion de devises	2	(2)
Solde à la fin de la période	109 \$	89 \$

Passifs sur contrat

Aux	30 juin 2020	31 décembre 2019
Solde au début de la période	2 \$	2 \$
Ajouts	1	2
Produits comptabilisés provenant des passifs sur contrat ^a	—	(2)
Solde à la fin de la période	3 \$	2 \$

- a) Comptabilisation de produits liés aux obligations de prestation remplies au cours de la période considérée pour des montants qui étaient auparavant inclus dans les passifs sur contrat.

Prix de transaction affecté aux obligations de prestation à remplir

Le tableau suivant présente une estimation des produits qui devraient être comptabilisés dans le futur relativement aux obligations de prestation à remplir au 30 juin 2020 :

	Reste de 2020	2021	2022	2023	2024	> 2024	Total
Contrats de services intermédiaires	56 \$	106 \$	112 \$	109 \$	109 \$	1 099 \$	1 591 \$
Services de stockage	13	25	25	24	24	176	287
Autres	11	9	2	2	2	12	38
	80 \$	140 \$	139 \$	135 \$	135 \$	1 287 \$	1 916 \$

AltaGas applique les mesures de simplification offertes selon les dispositions de l'ASC 606 et ne présente aucune information relative aux obligations de prestation à remplir à l'égard des i) contrats ayant une échéance initiale d'au plus un an, ii) contrats dont les produits sont comptabilisés en fonction du montant qu'AltaGas a le droit de facturer à l'égard de prestations fournies et iii) contrats ayant une contrepartie variable entièrement affectée à une obligation de prestation nullement remplie ou à une promesse nullement respectée de transférer un bien ou un service dans le cadre d'une seule et même obligation d'exécution. En outre, le tableau ci-dessus ne renferme aucun montant de contrepartie variable assorti de contraintes. La majeure partie des contrats de services intermédiaires, des contrats de vente de gaz et de services de transport et des contrats de services de stockage renferment une contrepartie variable comportant une part d'incertitude qui se résorbera (habituellement chaque jour) au fur et à mesure que les volumes sont traités, que le gaz est livré ou que les services sont fournis.

14. Instruments financiers et gestion du risque financier

Les instruments financiers de la Société se composent de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des débiteurs, des contrats de gestion du risque, de certains placements à long terme et d'autres actifs, des créditeurs et charges à payer, des dividendes à payer, de la dette à court terme et à long terme et de certains autres passifs à court terme et à long terme.

Hiérarchie des justes valeurs

AltaGas classe ses actifs financiers et ses passifs financiers dans l'un des trois niveaux de la hiérarchie en fonction des évaluations à la juste valeur et des données utilisées pour déterminer la juste valeur.

Niveau 1 – La juste valeur est fondée sur les prix non rajustés cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou passifs identiques. La juste valeur repose sur des données directement observables sur des transactions visant des actifs ou des passifs identiques sans recourir à des hypothèses. Sont incluses dans ce niveau les actions négociées sur le marché évaluées au cours de clôture à la date du bilan.

Niveau 2 – La juste valeur est déterminée au moyen de modèles et de méthodes d'évaluation où les données autres que les prix cotés visés au niveau 1 sont observables pour l'actif ou le passif, directement ou indirectement. AltaGas conclut des dérivés sur les marchés à terme, hors Bourse et de détail pour gérer les fluctuations des prix des produits de base et des taux de change. La juste valeur des contrats de dérivés d'électricité, de gaz naturel et de LGN a été calculée selon les prix à terme publiés pour la période considérée, rajustés pour tenir compte des facteurs propres à l'actif ou au passif, y compris les courbes des écarts de base et des écarts attribuables aux emplacements, des taux d'actualisation et des taux de change. La juste valeur

des contrats de dérivés de change a été calculée selon les cours du marché. La juste valeur des options de change a été calculée au moyen d'une variation du modèle d'évaluation Black et Scholes.

Niveau 3 – La juste valeur est déterminée d'après des données relatives à l'actif ou au passif qui ne sont pas fondées sur des données de marché observables. AltaGas a recours à des méthodes d'évaluation lorsqu'il n'existe pas de données de marché observables. Les dérivés de niveau 3 comprennent des contrats de livraison physique évalués dans des marchés non liquides sans données observables sur le marché, des positions à long terme pour lesquelles des données observables sur les prix ne sont pas disponibles pour la durée du contrat, des contrats évalués au moyen d'hypothèses relatives à la volatilité historique des prix au comptant et des évaluations effectuées au moyen des cours indicatifs des courtiers pour les marchés inactifs. Un changement important d'une de ces données prise isolément pourrait entraîner une importante variation à la hausse ou à la baisse de l'évaluation de la juste valeur.

Les méthodes et hypothèses suivantes ont été utilisées pour estimer la juste valeur de chaque catégorie importante d'instruments financiers :

Autres passifs à court terme – La valeur comptable se rapproche de la juste valeur en raison de la courte échéance de ces instruments.

Tranche de la dette à long terme échéant à moins d'un an, Dette à long terme et Autres passifs à long terme – La juste valeur de ces passifs a été estimée selon les versements de capital et d'intérêt futurs actualisés au moyen de taux d'intérêt en vigueur sur le marché pour des instruments ayant des modalités similaires.

Actifs et passifs de gestion du risque – La juste valeur des contrats de dérivés d'électricité, de gaz naturel et de LGN a été calculée d'après les prix à terme estimatifs publiés pour la période considérée. La juste valeur des contrats de dérivés de change a été calculée selon les cours du marché. La juste valeur des dérivés de niveau 3 a été calculée à l'aide de données d'évaluation et de modèles de valorisation établis en interne.

Titres de capitaux propres – La juste valeur des titres de capitaux propres a été calculée selon les cours du marché.

Prêts et créances – La juste valeur de ces actifs a été estimée selon les versements de capital et d'intérêts futurs actualisés au moyen de taux d'intérêt en vigueur sur le marché pour des instruments ayant des modalités similaires.

Au		30 juin 2020			
	Valeur comptable	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total Juste valeur
Actifs financiers					
Juste valeur par le biais du résultat net ^a					
Actifs de gestion du risque (à court terme)	78 \$	— \$	36 \$	42 \$	78 \$
Actifs de gestion du risque (à long terme)	46	—	1	45	46
Titres de capitaux propres ^b	3	3	—	—	3
Juste valeur par le biais des actifs ou passifs réglementaires ^a					
Actifs de gestion du risque (à court terme)	4	—	1	3	4
Actifs de gestion du risque (à long terme)	11	—	—	11	11
Coût amorti					
Prêts et créances ^b	44	—	45	—	45
	186 \$	3 \$	83 \$	101 \$	187 \$
Passifs financiers					
Juste valeur par le biais du résultat net ^a					
Passifs de gestion du risque (à court terme)	24 \$	— \$	6 \$	18 \$	24 \$
Passifs de gestion du risque (à long terme)	68	—	15	53	68
Juste valeur par le biais des actifs ou passifs réglementaires ^a					
Passifs de gestion du risque (à court terme)	7	—	1	6	7
Passifs de gestion du risque (à long terme)	73	—	—	73	73
Coût amorti					
Tranche de la dette à long terme échéant à moins d'un an	419	—	419	—	419
Dette à long terme	6 424	—	7 460	—	7 460
Autres passifs à court terme ^c	16	—	16	—	16
	7 031 \$	— \$	7 917 \$	150 \$	8 067 \$

- a) Pour gérer le risque lié au prix associé à l'acquisition de gaz naturel dans le but d'approvisionner des clients du secteur des services publics du Maryland, de la Virginie et du District de Columbia, Washington Gas, une filiale de la Société, a mené des opérations sur dérivés financiers et des opérations de livraison physique. Les gains et les pertes associés à ces dérivés sont comptabilisés à titre respectivement de passifs ou d'actifs réglementaires, pour tenir compte du traitement des tarifs à l'égard de ces activités de couverture économique. En outre, dans le cadre de son programme d'optimisation des actifs, Washington Gas conclut des dérivés dans le but essentiellement de garantir les marges d'exploitation que Washington Gas pourra ultimement réaliser. Les mécanismes de partage réglementaires prévoient que le profit réalisé annuellement provenant de ces opérations doit être partagé entre les actionnaires et les clients de Washington Gas, si bien que les variations de la juste valeur sont comptabilisées en résultats, ou à titre d'actifs et de passifs réglementaires dans la mesure où il est probable que les gains et les pertes réalisés associés à ces opérations sur dérivés seront compris dans les tarifs facturés aux clients au moment où ils seront réalisés.
- b) Inclus au poste «Placements à long terme et autres actifs» dans le bilan consolidé.
- c) Excluent les passifs non financiers.

Au		31 décembre 2019			
	Valeur comptable	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total Juste valeur
Actifs financiers					
Juste valeur par le biais du résultat net ^a					
Actifs de gestion du risque (à court terme)	82 \$	— \$	31 \$	51 \$	82 \$
Actifs de gestion du risque (à long terme)	31	—	7	24	31
Titres de capitaux propres ^b	4	4	—	—	4
Juste valeur par le biais des actifs ou passifs réglementaires ^a					
Actifs de gestion du risque (à court terme)	5	—	—	5	5
Actifs de gestion du risque (à long terme)	8	—	—	8	8
Coût amorti					
Prêts et créances ^b	45	—	46	—	46
	175 \$	4 \$	84 \$	88 \$	176 \$
Passifs financiers					
Juste valeur par le biais du résultat net ^a					
Passifs de gestion du risque (à court terme)	121 \$	— \$	99 \$	22 \$	121 \$
Passifs de gestion du risque (à long terme)	77	—	19	58	77
Juste valeur par le biais des actifs ou passifs réglementaires ^a					
Passifs de gestion du risque (à court terme)	4	—	—	4	4
Passifs de gestion du risque (à long terme)	90	—	—	90	90
Coût amorti					
Tranche de la dette à long terme échéant à moins d'un an	923	—	923	—	923
Dette à long terme	5 928	—	6 264	—	6 264
Autres passifs à court termec	15	—	15	—	15
	7 158 \$	— \$	7 320 \$	174 \$	7 494 \$

a) Pour gérer le risque lié au prix associé à l'acquisition de gaz naturel dans le but d'approvisionner des clients du secteur des services publics du Maryland, de la Virginie et du District de Columbia, Washington Gas, une filiale de la Société, a mené des opérations sur dérivés financiers et des opérations de livraison physique. Les gains et les pertes associés à ces dérivés sont comptabilisés à titre respectivement de passifs ou d'actifs réglementaires, pour tenir compte du traitement des tarifs à l'égard de ces activités de couverture économique. En outre, dans le cadre de son programme d'optimisation des actifs, Washington Gas conclut des dérivés dans le but essentiellement de garantir les marges d'exploitation que Washington Gas pourra ultimement réaliser. Les mécanismes de partage réglementaires prévoient que le profit réalisé annuellement provenant de ces opérations doit être partagé entre les actionnaires et les clients de Washington Gas, si bien que les variations de la juste valeur sont comptabilisées en résultats, ou à titre d'actifs et de passifs réglementaires dans la mesure où il est probable que les gains et les pertes réalisés associés à ces opérations sur dérivés seront compris dans les tarifs facturés aux clients au moment où ils seront réalisés.

b) Inclus au poste «Placements à long terme et autres actifs» dans les bilans consolidés.

c) Excluent les passifs non financiers.

Les actifs et passifs financiers qui ne sont pas contenus dans le tableau de la hiérarchie des justes valeurs comprennent les fonds du marché monétaire, la dette à court terme, le papier commercial et un débiteur à long terme (note 18). La valeur comptable de ces instruments financiers correspond approximativement à leur juste valeur, ce qui reflète l'échéance à court terme et les modalités de crédit normales de ces instruments financiers.

Le tableau suivant comprend des informations quantitatives sur les données non observables importantes utilisées dans l'évaluation de la juste valeur des instruments financiers de niveau 3 au 30 juin 2020 :

	Juste valeur nette	Techniques d'évaluation	Données non observables	Fourchette	Moyenne pondérée ^a
Gaz naturel	(48) \$	Flux de trésorerie actualisés	Prix de base du gaz naturel (par décatherme)	(1,24) \$ – 2,66 \$	(0,38) \$
Gaz naturel	(1) \$	Modèle d'évaluation des options	Prix de base du gaz naturel (par décatherme)	1,23 \$ – 2,86 \$	0,20 \$
			Volatilité annualisée du marché au comptant du gaz naturel	6 % – 125 %	19 %
Électricité	— \$	Flux de trésorerie actualisés	Prix de congestion de l'électricité (par mégawattheure)	(6,16) \$ – 65,21 \$	12,32 \$

a) Les données non observables ont été pondérées par volume de transaction.

Les tableaux suivants présentent un rapprochement des variations de la juste valeur nette des actifs et passifs dérivés de niveau 3 de la hiérarchie des justes valeurs :

Trois mois clos les	30 juin 2020			30 juin 2019		
	Gaz naturel	Électricité	Total	Gaz naturel	Électricité	Total
Solde au début de la période	(62) \$	2 \$	(60) \$	(94) \$	(8) \$	(102) \$
Gains réalisés et latents :						
Comptabilisés en résultats	9	10	19	4	19	23
Comptabilisés à titre d'actifs réglementaires	9	—	9	3	—	3
Achats	—	—	—	—	(6)	(6)
Règlements	(7)	(12)	(19)	(7)	8	1
Conversion de devises	2	—	2	2	—	2
Solde à la fin de la période	(49) \$	— \$	(49) \$	(92) \$	13 \$	(79) \$

Six mois clos les	30 juin 2020			30 juin 2019		
	Gaz naturel	Électricité	Total	Gaz naturel	Électricité	Total
Solde au début de la période	(85) \$	— \$	(85) \$	(149) \$	(14) \$	(163) \$
Gains réalisés et latents :						
Comptabilisés en résultats	32	20	52	38	25	63
Comptabilisés à titre d'actifs réglementaires	21	—	21	19	—	19
Transferts vers le niveau 3	—	—	—	(5)	—	(5)
Transferts depuis le niveau 3	1	—	1	7	—	7
Achats	—	—	—	—	(6)	(6)
Règlements	(14)	(20)	(34)	(7)	8	1
Conversion de devises	(4)	—	(4)	5	—	5
Solde à la fin de la période	(49) \$	— \$	(49) \$	(92) \$	13 \$	(79) \$

Les transferts d'instruments financiers depuis le niveau 3 découlent de la hausse des évaluations effectuées à l'aide de données observables du marché. Les transferts vers le niveau 3 découlent de la hausse des évaluations effectuées à l'aide de données non observables du marché, plus particulièrement les points de fixation des prix.

Sommaire des gains latents (pertes latentes) sur les contrats de gestion du risque comptabilisés dans le bénéfice net

	Trois mois clos les 30 juin		Six mois clos les 30 juin	
	2020	2019	2020	2019
Gaz naturel	13 \$	(5) \$	29 \$	8 \$
Exportations énergétiques	(9)	(5)	77	(8)
Différentiel de fractionnement de LGN	(3)	5	11	(4)
Électricité	2	(8)	1	(3)
Change	—	—	—	1
	3 \$	(13) \$	118 \$	(6) \$

Compensation des actifs dérivés et des passifs dérivés

Certains contrats de gestion du risque d'AltaGas font l'objet d'accords généraux de compensation qui créent pour une contrepartie un droit juridiquement exécutoire de compenser les actifs financiers et les passifs financiers connexes. Dans le cadre de ces accords généraux de compensation, on peut exiger que de la trésorerie, des lettres de crédit et des garanties de la société mère soient fournies aux contreparties ou obtenues de celles-ci afin d'atténuer le risque de crédit lié aux positions sur instruments dérivés et aux positions sur instruments autres que dérivés. Le solde des garanties est aussi compensé par les positions sur instruments dérivés des contreparties connexes dans la mesure où l'application n'occasionne pas le surdimensionnement de ces positions sur instruments dérivés au bilan.

Au	30 juin 2020			
	Montants bruts des actifs/ passifs comptabilisés	Montants bruts compensés dans le bilan	Compensation des garanties	Montants nets présentés dans le bilan
Actifs de gestion du risque ^a				
Gaz naturel	148 \$	(74) \$	— \$	74 \$
Exportations énergétiques	36	(28)	12	20
Différentiel de fractionnement de LGN	8	—	—	8
Électricité	49	(12)	—	37
	241 \$	(114) \$	12 \$	139 \$
Passifs de gestion du risque ^b				
Gaz naturel	204 \$	(74) \$	(10) \$	120 \$
Exportations énergétiques	38	(28)	—	10
Électricité	59	(12)	(5)	42
	301 \$	(114) \$	(15) \$	172 \$

- a) Le montant net des actifs de gestion du risque dans le bilan comprend le solde (à court terme) des actifs de gestion du risque de 82 millions de dollars et le solde (à long terme) des actifs de gestion du risque de 57 millions de dollars.
- b) Le montant net des passifs de gestion du risque dans le bilan comprend le solde (à court terme) des passifs de gestion du risque de 31 millions de dollars et le solde (à long terme) des passifs de gestion du risque de 141 millions de dollars.

Au	31 décembre 2019			
	Montants bruts des actifs/ passifs comptabilisés	Montants bruts compensés dans le bilan	Compensation des garanties	Montants nets présentés dans le bilan
Actifs de gestion du risque^a				
Gaz naturel	121 \$	(54) \$	— \$	67 \$
Exportations énergétiques	10	(3)	5	12
Électricité	54	(7)	—	47
	185 \$	(64) \$	5 \$	126 \$
Passifs de gestion du risque^b				
Gaz naturel	226 \$	(54) \$	(28) \$	144 \$
Exportations énergétiques	90	(3)	—	87
Différentiel de fractionnement de LGN	2	—	—	2
Électricité	69	(7)	(3)	59
	387 \$	(64) \$	(31) \$	292 \$

- a) Le montant net des actifs de gestion du risque dans le bilan comprend le solde (à court terme) des actifs de gestion du risque de 87 millions de dollars et le solde (à long terme) des actifs de gestion du risque de 39 millions de dollars.
- b) Le montant net des passifs de gestion du risque dans le bilan comprend le solde (à court terme) des passifs de gestion du risque de 125 millions de dollars et le solde (à long terme) des passifs de gestion du risque de 167 millions de dollars.

Dépôts en garantie

Le tableau suivant présente les garanties non compensées par des actifs et passifs de gestion du risque :

Aux	30 juin 2020	31 décembre 2019
Garanties fournies aux contreparties	19 \$	29 \$
Dépôts en garantie détenus qui représentent une obligation	— \$	— \$

Les garanties fournies qui ne sont pas compensées par des actifs et des passifs de gestion de risque sont incluses dans les «Charges payées d'avance et autres actifs à court terme» aux bilans consolidés. Les garanties reçues qui ne sont pas compensées par des actifs et des passifs de gestion de risque sont incluses dans les «Dépôts des clients» aux bilans consolidés.

Certains instruments dérivés renferment des dispositions contractuelles qui exigent que des garanties soient fournies si la note de crédit d'AltaGas ou de certaines de ses filiales chute en deçà d'un niveau donné. Au 30 juin 2020, AltaGas avait fourni 5 millions de dollars (6 millions de dollars au 31 décembre 2019) de garantie liée à ses passifs dérivés assortis de conditions liées au risque de crédit. Le tableau ci-après présente la juste valeur globale de tous les instruments dérivés assortis de conditions liées au risque de crédit qui sont dans une position de passif ainsi que le montant maximal des garanties qui devraient être fournies si des conditions précises liées au risque de crédit qui sous-tendent ces accords n'étaient pas respectées :

Aux	30 juin 2020	31 décembre 2019
Passifs de gestion du risque assortis de conditions liées au risque de crédit	35 \$	42 \$
Exigences de garanties possibles maximales	24 \$	29 \$

Résumé du volume théorique

Le tableau qui suit présente le volume théorique des contrats sur les prix des produits de base en cours de la Société :

Aux	30 juin 2020	31 décembre 2019
Gaz naturel		
Ventes	678 334 098 GJ	698 126 985 GJ
Achats	1 637 454 636 GJ	1 406 991 689 GJ
Swaps	712 583 135 GJ	541 652 374 GJ
Exportations énergétiques		
Swaps	6 882 318 b/j	9 374 826 b/j
Différentiel de fractionnement de LGN		
Swaps sur butane	3 746 b/j	346 852 b/j
Swaps sur pétrole brut	292 430 b/j	212 587 b/j
Swaps sur gaz naturel	7 491 008 GJ	3 883 992 GJ
Électricité		
Ventes	5 899 303 MWh	8 034 024 MWh
Achats	9 199 722 MWh	8 552 467 MWh
Swaps	27 361 839 MWh	25 058 577 MWh

Risque de change

AltaGas est exposée au risque de change, car les fluctuations des taux de change peuvent avoir une incidence sur la juste valeur ou les flux de trésorerie de ses instruments financiers. AltaGas mène des activités à l'étranger dont la monnaie fonctionnelle est le dollar américain. Par conséquent, le bénéfice, les flux de trésorerie et les autres éléments du résultat étendu de la Société sont exposés aux fluctuations des taux de change. Ce risque est en partie annulé dans la mesure où la dette et les actions privilégiées d'AltaGas sont libellées en dollars américains. AltaGas peut aussi conclure des contrats de dérivés de change à terme pour gérer le risque de fluctuation des flux de trésorerie lié aux variations des taux de change. Au 30 juin 2020 et au 31 décembre 2019, AltaGas n'avait aucun contrat de change à terme en cours.

AltaGas peut désigner sa dette libellée en dollars américains à titre de couverture des investissements nets de ses filiales américaines. Au 30 juin 2020, AltaGas avait désigné de la dette en cours d'un montant de 300 millions de dollars américains à titre de couverture des investissements nets (300 millions de dollars américains au 31 décembre 2019). Pour les trois mois et les six mois clos le 30 juin 2020, AltaGas a comptabilisé des gains latents après impôts de 23 millions de dollars et des pertes latentes après impôts de 18 millions de dollars, respectivement, par suite de la conversion de la dette dans les autres éléments du résultat étendu (des gains latents après impôts de 30 millions de dollars et de 69 millions de dollars respectivement pour les trois mois et les six mois clos le 30 juin 2019).

Provision pour pertes sur créances

Le tableau suivant présente les variations de la provision pour pertes sur créances par secteur et par type :

Trois mois clos le 30 juin 2020				
	Débiteurs	Actifs sur contrat ^a	Autres placements à long terme et autres actifs ^b	Total
Services publics				
Solde au début de la période	32 \$	— \$	— \$	32 \$
Change	(1)	—	—	(1)
Nouvelle provision ^c	11	—	—	11
Comptes radiés	(6)	—	—	(6)
Recouvrements perçus	1	—	—	1
Solde à la fin de la période	37 \$	— \$	— \$	37 \$
Intermédiaire				
Solde au début de la période	1 \$	1 \$	3 \$	5 \$
Solde à la fin de la période	1 \$	1 \$	3 \$	5 \$
Siège social/autres				
Solde au début de la période	2 \$	— \$	1 \$	3 \$
Comptes radiés	(1)	—	—	(1)
Solde à la fin de la période	1 \$	— \$	1 \$	2 \$
Total	39 \$	1 \$	4 \$	44 \$

- a) Une provision pour pertes sur créances est évaluée chaque trimestre et comptabilisée selon les taux de défaut historiques publiés par des agences de notation externes et un taux lié à la période estimative pendant laquelle l'actif sur contrat sera facturé au client.
- b) Comprennent le prêt à une société affiliée et les autres débiteurs à long terme (notes 8 et 18). Une provision pour pertes sur créances est évaluée chaque trimestre et comptabilisée selon les taux de défaut historiques publiés par des agences de notation externes et un taux correspondant à la période au cours de laquelle le débiteur devrait être recouvré.
- c) Comprend 4 millions de dollars comptabilisés à titre d'actif réglementaire relatif à l'incidence de la COVID-19 sur les créances irrécouvrables.

Six mois clos le 30 juin 2020

	Débiteurs	Actifs sur contrat ^a	Autres placements à long terme et autres actifs ^b	Total
Services publics				
Solde au début de la période	31 \$	— \$	— \$	31 \$
Ajustement à l'adoption de l'ASC 326 ^c	2	—	—	2
Change	1	—	—	1
Nouvelle provision ^d	21	—	—	21
Comptes radiés	(20)	—	—	(20)
Recouvrements perçus	2	—	—	2
Solde à la fin de la période	37 \$	— \$	— \$	37 \$
Intermédiaire				
Solde au début de la période	1 \$	— \$	— \$	1 \$
Ajustement à l'adoption de l'ASC 326	—	1	3	4
Solde à la fin de la période	1 \$	1 \$	3 \$	5 \$
Siège social/autres				
Solde au début de la période	2 \$	— \$	— \$	2 \$
Ajustement à l'adoption de l'ASC 326	—	—	1	1
Comptes radiés	(1)	—	—	(1)
Solde à la fin de la période	1 \$	— \$	1 \$	2 \$
Total	39 \$	1 \$	4 \$	44 \$

- a) Une provision pour pertes sur créances est évaluée chaque trimestre et comptabilisée selon les taux de défaut historiques publiés par des agences de notation externes et un taux lié à la période estimative pendant laquelle l'actif sur contrat sera facturé au client.
- b) Comprennent le prêt à une société affiliée et les autres débiteurs à long terme (notes 8 et 18). Une provision pour pertes sur créances est évaluée chaque trimestre et comptabilisée selon les taux de défaut historiques publiés par des agences de notation externes et un taux correspondant à la période au cours de laquelle le débiteur devrait être recouvré.
- c) Selon les antécédents de recouvrement, AltaGas n'a pas comptabilisé une provision pour pertes sur créances au titre des actifs sur contrat liés aux projets de services de gestion énergétique pour le compte du gouvernement fédéral américain.
- d) Comprend 4 millions de dollars comptabilisés à titre d'actif réglementaire relativement à l'incidence de la COVID-19 sur les créances irrécouvrables.

À l'exception des débiteurs exigibles dans un an ou moins, AltaGas n'a aucun débiteur en souffrance au 30 juin 2020.

Instruments liés aux conditions météorologiques

WGL Energy Services peut utiliser des dérivés sur degrés-jours de chauffage (DJC) pour gérer les risques liés aux conditions météorologiques et les risques liés au prix des ventes de gaz naturel et d'électricité au cours de la saison de chauffage. WGL Energy Services utilise également des dérivés sur degrés-jours de réfrigération (DJR) et d'autres dérivés pour gérer les risques liés aux conditions météorologiques et les risques liés au prix des ventes de gaz naturel et d'électricité au cours de la saison de climatisation de l'air en été. Ces dérivés couvrent une partie des produits estimatifs ou de l'exposition des coûts liés à l'énergie aux variations des DJC ou des DJR. Pour les trois mois et les six mois clos le 30 juin 2020, AltaGas a comptabilisé des pertes avant impôts respectivement de néant et de 3 millions de dollars liés à ces instruments (gains avant impôts de néant et 1 million de dollars, respectivement, pour les trois mois clos et les six mois clos le 30 juin 2019).

15. Contrats de location

Bailleur

Certains des produits d'AltaGas proviennent d'ententes d'achat d'électricité ou d'ententes fermes en vertu desquelles AltaGas est bailleur dans le cadre de ces contrats de location simple. Les paiements locatifs minimaux reçus sont amortis sur la durée du contrat de location. Les loyers conditionnels sont comptabilisés lorsque la condition qui crée l'obligation actuelle de faire ces paiements se matérialise, par exemple lorsque l'électricité est effectivement produite et livrée. Les produits tirés de ces contrats sont présentés à la note 13.

16. Avoir des actionnaires

Autorisation

AltaGas est autorisée à émettre un nombre illimité d'actions ordinaires avec droit de vote. AltaGas est également autorisée à émettre un tel nombre d'actions privilégiées en série à tout moment, dans la mesure où le nombre de droits de vote directement rattachés à celles-ci ou au moment de la conversion ou de l'échange totalise moins de 50 % des droits de vote rattachés aux actions ordinaires alors émises et en circulation.

Régime de réinvestissement des dividendes et d'achat au comptant facultatif (RRD ou le Régime)

Le Régime comprenait deux composantes : une composante réinvestissement des dividendes et une composante achat au comptant facultatif. La composante Premium Dividend^{MC} du régime a été suspendue avec prise d'effet en décembre 2018. La composante réinvestissement des dividendes et d'achat au comptant facultatif a été suspendue en décembre 2019, le dividende de décembre (payé en janvier 2020) étant le dernier versement de dividende admissible au réinvestissement par les actionnaires participants en vertu du RRD. L'ensemble du régime restera suspendu jusqu'à nouvel ordre.

Actions ordinaires émises et en circulation	Nombre d'actions	Montant
1 ^{er} janvier 2019	275 224 066	6 654 \$
Actions émises au comptant à l'exercice d'options	76 177	1
Impôts reportés sur les frais d'émission d'actions	—	(4)
Actions émises en vertu du RRD	3 774 442	68
31 décembre 2019	279 074 685	6 719 \$
Actions émises au comptant à l'exercice d'options	38 866	1
Actions émises en vertu du RRD	331 532	6
Impôts reportés sur les frais d'émission d'actions	—	(2)
Émises et en circulation au 30 juin 2020	279 445 083	6 724 \$

Actions privilégiées

Aux	30 juin 2020		31 décembre 2019	
	Nombre d'actions	Montant	Nombre d'actions	Montant
Émises et en circulation				
Série A	5 511 220	138 \$	5 511 220	138 \$
Série B	2 488 780	62	2 488 780	62
Série C	8 000 000	206	8 000 000	206
Série E	8 000 000	200	8 000 000	200
Série G	6 885 823	172	6 885 823	172
Série H	1 114 177	28	1 114 177	28
Série I	8 000 000	200	8 000 000	200
Série K	12 000 000	300	12 000 000	300
Frais d'émission d'actions, après impôts		(29)		(29)
	52 000 000	1 277 \$	52 000 000	1 277 \$

Régime d'options sur actions

AltaGas a un régime d'options sur actions en vertu duquel les dirigeants, les employés et les prestataires de services (tels que définis par la TSX) sont admissibles à recevoir des attributions. Au 30 juin 2020, 13 915 160 actions étaient inscrites et réservées pour émission en vertu de ce régime. Au 30 juin 2020, les options sur actions attribuées en vertu du régime avaient une durée allant de six à dix ans, et les droits rattachés aux actions pouvaient être acquis sur une période d'au plus quatre ans.

Au 30 juin 2020, la juste valeur non comptabilisée de la charge de rémunération à base d'options sur actions associée à des périodes futures était de 7 millions de dollars (5 millions de dollars au 31 décembre 2019).

Le tableau qui suit résume l'information sur les options sur actions de la Société :

Aux	30 juin 2020		31 décembre 2019	
	Nombre d'options	Prix d'exercice ^a	Nombre d'options	Prix d'exercice ^a
Options sur actions en cours au début de la période	7 043 956	22,49 \$	6 309 183	25,18 \$
Attribuées	2 469 195	19,48	2 287 385	19,12
Exercées	(38 866)	15,36	(76 177)	14,52
Confisquées	(315 084)	26,73	(1 165 435)	27,31
Expirées	(96 994)	34,04	(311 000)	36,16
Options sur actions en cours à la fin de la période	9 062 207	21,43 \$	7 043 956	22,49 \$
Options sur actions exerçables à la fin de la période	3 494 455	25,85 \$	2 921 642	27,70 \$

a) Moyenne pondérée.

Au 30 juin 2020, la valeur intrinsèque globale de toutes les options sur actions exerçables était de 1 million de dollars (3 millions de dollars au 31 décembre 2019), la valeur intrinsèque globale des options en cours était de 2 millions de dollars (12 millions de dollars au 31 décembre 2019) et la valeur intrinsèque globale des options sur actions exercées était de moins de 1 million de dollars (moins de 1 million de dollars au 31 décembre 2019).

Le tableau suivant résume le régime d'options sur actions des employés au 30 juin 2020 :

	Options en cours			Options exerçables		
	Nombre d'options en cours	Prix d'exercice moyen pondéré	Durée contractuelle restante moyenne pondérée	Nombre d'options exerçables	Prix d'exercice moyen pondéré	Durée contractuelle restante moyenne pondérée
Fourchette de prix						
14,52 \$ à 18,00 \$	2 493 825	15,19 \$	4,55	754 715	15,25 \$	4,53
18,01 \$ à 25,08 \$	4 310 621	19,66	4,97	783 532	20,17	3,22
25,09 \$ à 45,49 \$	2 257 761	31,70	2,26	1 956 208	32,22	2,08
	9 062 207	21,43 \$	4,18	3 494 455	25,85 \$	2,86

Régime d'unités fictives et régime d'unités d'actions différées (RUAD)

AltaGas a un régime d'unités fictives à l'intention de ses employés et dirigeants qui comprend des unités subalternes et des unités liées au rendement comportant des périodes d'acquisition des droits qui s'échelonnent de 36 à 44 mois à compter de la date d'attribution. De plus, AltaGas a un RUAD qui permet l'attribution d'unités d'actions différées (UAD) aux administrateurs. Les droits rattachés aux UAD attribuées en vertu du RUAD sont acquis immédiatement, mais les UAD sont réglées lorsque l'administrateur quitte ses fonctions.

Unités liées au rendement, unités subalternes et UAD (nombre d'unités)	30 juin 2020	31 décembre 2019
Solde au début de la période	6 484 831	9 908 154
Attribuées	1 083 949	674 971
Comportant des droits acquis et réglées	(189 822)	(791 335)
Confisquées	(581 594)	(3 377 962)
Unités en guise de dividendes	57 785	71 003
En cours à la fin de la période	6 855 149	6 484 831

Pour les trois mois et les six mois clos le 30 juin 2020, la charge de rémunération comptabilisée au titre du régime d'unités fictives et du RUAD s'est chiffrée à 6 millions de dollars et 5 millions de dollars, respectivement (5 millions de dollars et 10 millions de dollars, respectivement, pour les trois mois et les six mois clos le 30 juin 2019). Au 30 juin 2020, la charge de rémunération non comptabilisée liée à la période d'acquisition des droits résiduelle en vertu du régime d'unités fictives était de 28 millions de dollars (22 millions de dollars au 31 décembre 2019) et devrait être comptabilisée sur la période d'acquisition des droits.

17. Bénéfice net par action ordinaire

Le calcul du bénéfice net par action ordinaire est présenté dans le tableau suivant :

	Trois mois clos les 30 juin		Six mois clos les 30 juin	
	2020	2019	2020	2019
Numérateur :				
Bénéfice net attribuable aux participations donnant le contrôle	38 \$	59 \$	517 \$	885 \$
Moins : dividendes sur actions privilégiées	(17)	(18)	(33)	(35)
Bénéfice net attribuable aux actions ordinaires	21 \$	41 \$	484 \$	850 \$
Dénominateur :				
(en millions)				
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation	279,4	276,4	279,4	275,9
Instruments de capitaux propres dilutifs ^a	0,1	0,6	0,3	0,4
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation – dilué	279,5	277,0	279,7	276,3
Bénéfice net de base par action ordinaire	0,08 \$	0,15 \$	1,73 \$	3,08 \$
Bénéfice net dilué par action ordinaire	0,08 \$	0,15 \$	1,73 \$	3,08 \$

a) Comprennent toutes les options dont le prix d'exercice est inférieur au cours moyen des actions ordinaires d'AltaGas au cours des périodes visées.

Pour les trois mois et les six mois clos le 30 juin 2020, 7,2 millions d'options sur actions (4,0 millions et 4,1 millions, respectivement, en 2019) ont été exclues du calcul du bénéfice net par action ordinaire dilué, car leur effet n'était pas dilutif.

18. Engagements, éventualités et garanties

Engagements

AltaGas est partie à des ententes d'achat et de transport de gaz naturel à long terme, des ententes d'achat de propane, des ententes d'achat d'électricité, des contrats de service, des contrats de services de transport par pipeline et de stockage, des engagements de projets d'investissement, des engagements environnementaux, des engagements liés à la fusion et des contrats de location simple pour des bureaux, du matériel de bureau, des wagons et des véhicules, qui ont été conclus au cours du marché dans le cours normal des activités.

Les services publics d'AltaGas ont conclu des contrats visant l'achat, le transport et les services de stockage de gaz naturel auprès de divers fournisseurs, afin de s'assurer un approvisionnement adéquat en gaz naturel pour répondre aux besoins des clients et réduire au minimum l'exposition aux fluctuations des prix du marché. Les dates d'échéance de ces contrats s'échelonnent de 2020 à 2044. En outre, WGL Energy Services conclut des contrats visant l'achat de gaz naturel et d'électricité conçus pour correspondre à la durée de ses engagements de vente et pour garantir une marge à l'égard des ventes estimées sur la durée des contrats de vente existants. WGL Midstream conclut des contrats dans le but d'acquérir des actifs de stockage et de transport de gaz naturel, d'investir dans ces actifs, de les gérer et de les optimiser.

En raison d'un retard dans la date prévue de mise en service du pipeline Mountain Valley, le 1^{er} juin 2020, WGL Midstream a exercé son droit de résilier en partie une tranche du contrat d'achat de gaz naturel avec un de ses fournisseurs. Aux prix indexés en vigueur, cela entraîne pour AltaGas une baisse des engagements d'achat de gaz d'environ 4 milliards de dollars américains.

d'ici 2041. Il n'y a eu aucun autre changement important aux obligations contractuelles de WGL Midstream pour les six mois clos le 30 juin 2020.

Dans le cadre de l'acquisition de WGL, AltaGas et WGL ont pris des engagements en lien avec les modalités de l'accord de règlement de la Public Service Commission du District de Columbia (PSC du DC) et les conditions d'approbation de la Maryland Public Service Commission (PSC du Maryland) et de la Commonwealth of Virginia State Corporation Commission (SCC de la Virginie). Ces engagements comprennent, entre autres, des crédits liés à la tarification à distribuer aux clients résidentiels et non résidentiels, des projets d'expansion des gazoducs et d'autres programmes, divers engagements d'intérêt public et des programmes de sécurité. Au 30 juin 2020, le montant total des engagements liés à la fusion qui a été passé en charges, mais n'est pas encore acquitté, est d'environ 17 millions de dollars américains. En outre, certains engagements supplémentaires seront passés en charges lorsque les coûts seront engagés à l'avenir, notamment l'investissement de 70 millions de dollars américains sur une période de dix ans pour prolonger le service de gaz naturel, un investissement de 8 millions de dollars américains pour atténuer les fuites dans un délai de 3 ans à compter de la fusion, l'embauche de formateurs en prévention des dommages dans chaque juridiction pour un total de 2 millions de dollars américains sur cinq ans, et l'aménagement de 15 mégawatts de stockage d'énergie du réseau électrique ou de ressources renouvelables de niveau 1 d'ici cinq ans.

En 2017, AltaGas a conclu un contrat de 12 ans pour des services de remorquage afin de soutenir les opérations maritimes de RIPET. Au 30 juin 2020, AltaGas est tenue de verser environ 23 millions de dollars en frais fixes sur la durée résiduelle du contrat.

En 2019, AltaGas a conclu des contrats d'approvisionnement en propane avec diverses contreparties pour garantir les volumes physiques nécessaires aux engagements de RIPET en matière de capacité d'exportation. La durée des contrats varie de 1 an à 15 ans, pour un engagement total d'environ 557 millions de dollars.

En 2014, la centrale Blythe d'AltaGas a conclu un contrat de service à long terme avec Siemens visant la prestation de divers services de mise à niveau et d'entretien des turbines à combustion à la centrale Blythe. La durée contractuelle de l'entente est de 124 000 heures équivalent pleine puissance, ou 25 ans, selon la première éventualité. Au 30 juin 2020, il était prévu qu'environ 170 millions de dollars devraient être payés au cours des 16 prochaines années, dont un montant de 47 millions de dollars devrait être payé au cours des cinq prochaines années.

En 2009, AltaGas a conclu une entente de stockage de 20 ans au carrefour Dawn dans le sud-ouest de l'Ontario. AltaGas est tenue de verser environ 4 millions de dollars par année sur toute la durée du contrat pour des services de stockage.

Garanties

AltaGas a garanti des paiements principalement à l'égard d'engagements pour le compte de filiales. AltaGas a également garanti des paiements pour certains partenaires externes. Au 30 juin 2020, AltaGas n'avait donné aucune garantie à des parties externes.

Éventualités

AltaGas et ses filiales font l'objet d'actions en justice et de poursuites dans le cours normal de leurs activités. Bien qu'il soit impossible de prédire avec certitude l'issue de ces actions en justice et poursuites, la Société est d'avis que leur règlement n'aura pas d'incidence importante sur sa situation financière ou ses résultats d'exploitation consolidés.

Contrat avec Antero

En juin 2019, un procès devant jury s'est tenu devant la County Court for Denver, au Colorado, en vue de statuer sur un différend contractuel lié aux prix du gaz naturel entre Washington Gas et WGL Midstream (collectivement, les sociétés) et Antero Resources Corporation (Antero). À la suite du procès, le jury est parvenu à un verdict en faveur d'Antero pour un montant d'environ 96 millions de dollars américains, environ 11 millions de dollars américains visant Washington Gas et le reste, WGL Midstream. Par suite de l'inscription de la décision, les sociétés ont interjeté appel le 16 août 2019.

AltaGas a comptabilisé une réduction nette au fonds de roulement acquis de WGL d'environ 45 millions de dollars américains, déduction faite des impôts et autres recouvrements prévus, relativement au verdict en faveur d'Antero. Les recouvrements attendus comprennent une créance de 38 millions de dollars comptabilisée au poste «Placements à long terme et autres actifs» dans les bilans consolidés pour les montants qui devraient être recouvrés en vertu d'une entente commerciale avec un tiers.

Ordonnance de justification au Maryland

Le 23 avril 2019, le National Transportation and Safety Board (NTSB) a tenu une audience au cours de laquelle il a conclu, entre autres, que la cause probable de l'explosion et de l'incendie survenus le 10 août 2016 dans un immeuble à appartements de la rue Arliss, à Silver Spring, au Maryland, était «la défaillance d'un régulateur de service intérieur au mercure dont la conduite de ventilation n'était pas raccordée, ce qui a permis au gaz naturel de pénétrer dans la salle des machines où il s'est accumulé et a pris feu à partir d'une source d'ignition inconnue. L'emplacement des régulateurs de service au mercure, où il n'était pas facile de détecter des fuites par les odeurs, a contribué à l'accident». Washington Gas n'est pas d'accord avec les conclusions du NTSB sur les causes probables. À la suite de cette audience, le 10 juin 2019, le NTSB a publié un rapport d'accident.

Le 5 septembre 2019, la PSC du Maryland a ordonné à Washington Gas i) de fournir une réponse détaillée aux constatations sur le motif raisonnable du NTSB et ii) de fournir la preuve concernant le statut d'un programme de 2003 visant le remplacement des régulateurs au mercure et, si le programme était encore en vigueur, de démontrer pourquoi la PSC du Maryland ne devrait pas imposer une amende administrative à Washington Gas (ordonnance de justification).

Washington Gas a répondu à l'ordonnance de justification de la PSC du Maryland en fournissant une réponse détaillée aux constatations sur le motif raisonnable du NTSB, en fournissant la preuve concernant le statut du programme de 2003 visant le remplacement des régulateurs au mercure et en démontrant pourquoi la PSC du Maryland ne devrait pas imposer une amende administrative à Washington Gas. Par la suite, certains intervenants ont présenté des commentaires sur la réponse de Washington Gas et une audience publique a été tenue à cet égard. Au cours de cette audience, certains intervenants et membres du public ont plaidé en faveur d'une amende contre Washington Gas. Washington Gas a déposé ses commentaires auprès de la PSC du Maryland et l'ordonnance de justification suit son cours auprès de cette dernière. L'audition de la preuve de l'ordonnance de justification est prévue le 31 août et le 1^{er} septembre 2020.

La direction juge qu'une amende administrative est probable et a prévu un montant de 0,3 million de dollars américains pour refléter le passif minimal qui devrait résulter de ces poursuites. Washington Gas n'est pas en mesure d'estimer l'amende maximale possible. Les autres parties ont demandé des amendes allant de 32 millions de dollars américains (Apartment and Office Building Association of Maryland (AOBA), qui a soutenu que Washington Gas doit absorber les coûts liés à l'enlèvement et au déplacement des régulateurs de service au mercure) à 123 millions de dollars américains (Office of the People's Counsel (OPC), qui a soutenu que Washington Gas doit absorber les coûts liés à l'enlèvement et au déplacement des régulateurs de service au mercure et payer une amende de 25 000 \$ US par jour pour chaque jour où les régulateurs de service au mercure demeurent sur le système de Washington Gas).

19. Régimes de retraite et prestations de retraite

Les coûts des régimes de retraite à prestations déterminées et d'avantages complémentaires de retraite sont fondés sur les estimations de la direction du taux de rendement futur sur la juste valeur des actifs des régimes de retraite, de l'augmentation des salaires, des taux de mortalité et d'autres facteurs ayant une incidence sur le paiement des prestations futures.

Des fiducies permettant le report d'impôt ont été capitalisées pour s'acquitter des obligations en matière d'avantages sociaux des employés relativement aux divers régimes de retraite de WGL, pour un total de 52 millions de dollars au 30 juin 2020 (57 millions de dollars au 31 décembre 2019). Ces soldes sont inclus aux postes «Charges payées d'avance et autres actifs à court terme» et «Placements à long terme et autres actifs» dans les bilans consolidés.

La charge de retraite nette par type de régime pour la période se présente comme suit :

	Trois mois clos le 30 juin 2020					
	Canada		États-Unis		Total	
	Prestations déterminées	Avantages complémentaires de retraite	Prestations déterminées	Avantages complémentaires de retraite	Prestations déterminées	Avantages complémentaires de retraite
Coût des services rendus au cours de la période ^a	— \$	— \$	6 \$	3 \$	6 \$	3 \$
Intérêts débiteurs ^b	1	—	16	4	17	4
Rendement prévu des actifs des régimes ^b	—	—	(19)	(9)	(19)	(9)
Amortissement du coût des services passés ^b	—	—	—	(5)	—	(5)
Amortissement de la perte actuarielle nette ^b	—	—	5	—	5	—
Charge (crédit) de retraite comptabilisé(e), montant net	1 \$	— \$	8 \$	(7) \$	9 \$	(7) \$

a) Inclus au poste «Charges d'exploitation et d'administration» dans les états des résultats consolidés.

b) Inclus au poste «Autres produits» dans les états des résultats consolidés.

Trois mois clos le 30 juin 2019						
	Canada		États-Unis		Total	
	Prestations déterminées	Avantages complémentaires de retraite	Prestations déterminées	Avantages complémentaires de retraite	Prestations déterminées	Avantages complémentaires de retraite
Coût des services rendus au cours de la période ^a	1 \$	— \$	6 \$	2 \$	7 \$	2 \$
Intérêts débiteurs ^b	—	—	17	5	17	5
Rendement prévu des actifs des régimes ^b	—	—	(19)	(10)	(19)	(10)
Amortissement du coût des services passés ^b	—	—	—	(5)	—	(5)
Amortissement de la perte actuarielle nette ^b	—	—	3	—	3	—
Charge (crédit) de retraite comptabilisé(e), montant net	1 \$	— \$	7 \$	(8) \$	8 \$	(8) \$

a) Inclus au poste «Charges d'exploitation et d'administration» dans les états des résultats consolidés.

b) Inclus au poste «Autres produits» dans les états des résultats consolidés.

Six mois clos le 30 juin 2020						
	Canada		États-Unis		Total	
	Prestations déterminées	Avantages complémentaires de retraite	Prestations déterminées	Avantages complémentaires de retraite	Prestations déterminées	Avantages complémentaires de retraite
Coût des services rendus au cours de la période ^a	1 \$	— \$	13 \$	5 \$	14 \$	5 \$
Intérêts débiteurs ^b	1	—	31	8	32	8
Rendement prévu des actifs des régimes ^b	—	—	(38)	(18)	(38)	(18)
Amortissement du coût des services passés ^b	—	—	—	(9)	—	(9)
Amortissement de la perte actuarielle nette ^b	—	—	10	—	10	—
Amortissement d'un actif réglementaire ^b	—	—	1	—	1	—
Règlements des régimes ^b	—	—	1	—	1	—
Charge (produit) de retraite comptabilisé(e), montant net	2 \$	— \$	18 \$	(14) \$	20 \$	(14) \$

a) Inclus au poste «Charges d'exploitation et d'administration» dans les états des résultats consolidés.

b) Inclus au poste «Autres produits» dans les états des résultats consolidés.

	Six mois clos le 30 juin 2019					
	Canada		États-Unis		Total	
	Prestations déterminées	Avantages complémentaires de retraite	Prestations déterminées	Avantages complémentaires de retraite	Prestations déterminées	Avantages complémentaires de retraite
Coût des services rendus au cours de la période ^a	1 \$	— \$	12 \$	4 \$	13 \$	4 \$
Intérêts débiteurs ^b	—	—	34	10	34	10
Rendement prévu des actifs des régimes ^b	—	—	(37)	(19)	(37)	(19)
Réduction du régime ^b	—	—	—	(10)	—	(10)
Amortissement de la perte actuarielle nette ^b	1	—	10	—	11	—
Charge (crédit) de retraite comptabilisé(e), montant net	2 \$	— \$	19 \$	(15) \$	21 \$	(15) \$

a) Inclus au poste «Charges d'exploitation et d'administration» dans les états des résultats consolidés.

b) Inclus au poste «Autres produits» dans les états des résultats consolidés.

20. Impôts sur les bénéfices

Les taux d'imposition effectifs pour les trois mois et les six mois clos le 30 juin 2020 ont été d'environ 6 % et 20 %, respectivement ((124 %) et 10 %, respectivement, pour les trois mois et les six mois clos le 30 juin 2019). Pour les trois mois clos le 30 juin 2020, la hausse du taux d'imposition effectif est attribuable à l'absence d'ajustement liés à la loi albertaine *Job Creation Tax Cut* et aux désinvestissements comptabilisés à la période correspondante de l'exercice précédent. L'augmentation du taux d'imposition effectif pour les six mois clos le 30 juin 2020 s'explique essentiellement par une diminution des gains en capital au cours de la période. Pour la période précédente, la vente de la participation restante dans les centrales hydroélectriques du nord-ouest a été imposée au taux de la taxe sur le capital.

21. Informations supplémentaires sur les flux de trésorerie

Le tableau suivant présente la variation des actifs et passifs d'exploitation comprise dans les flux de trésorerie d'exploitation :

	Trois mois clos les 30 juin		Six mois clos les 30 juin	
	2020	2019	2020	2019
Sources (affectations) de fonds				
Débiteurs	300 \$	412 \$	492 \$	535 \$
Stocks	(105)	(158)	90	88
Autres actifs à court terme	50	(12)	62	(29)
Actifs réglementaires (à court terme)	18	—	(20)	3
Créditeurs et charges à payer	(10)	(84)	(258)	(413)
Dépôts des clients	(4)	(4)	(23)	(27)
Passifs réglementaires (à court terme)	(64)	(50)	(93)	(32)
Passifs de gestion du risque (à court terme)	(1)	12	(2)	4
Autres passifs à court terme	8	2	2	(7)
Obligations locatives liées à des contrats de location simple (à court terme)	—	(2)	—	—
Autres actifs et passifs d'exploitation	6	(31)	9	26
Variation des actifs et passifs d'exploitation	198 \$	85 \$	259 \$	148 \$

Le tableau suivant présente la variation des activités d'investissement et de financement sans effet sur la trésorerie :

	Trois mois clos les 30 juin		Six mois clos les 30 juin	
	2020	2019	2020	2019
Diminution (augmentation) du solde				
Actions ordinaires émises en vertu du RRD	— \$	(18) \$	(6) \$	(28) \$
Actifs au titre de droits d'utilisation obtenus en échange de nouvelles obligations locatives liées à des contrats de location simple, nets	(16) \$	(7) \$	(25) \$	(14) \$
Actifs au titre de droits d'utilisation obtenus en échange de nouvelles obligations locatives liées à des contrats de location-financement, nets	— \$	— \$	(2) \$	(1) \$
Dépenses d'investissement comptabilisées dans les créditeurs et charges à payer	24 \$	(36) \$	12 \$	(30) \$

Les paiements au comptant ci-après ont été inclus dans le calcul du bénéfice :

	Trois mois clos les 30 juin		Six mois clos les 30 juin	
	2020	2019	2020	2019
Intérêts payés (moins les intérêts capitalisés)	62 \$	75 \$	145 \$	177 \$
Impôts sur les bénéfices payés	9 \$	8 \$	18 \$	16 \$

Le tableau suivant présente un rapprochement de la trésorerie et des équivalents de trésorerie et du solde des liquidités soumises à restrictions :

Aux 30 juin	2020	2019
Trésorerie et équivalents de trésorerie	59 \$	46 \$
Liquidités soumises à restrictions provenant de clients – à court terme	4	4
Liquidités soumises à restrictions provenant de clients – à long terme	2	4
Liquidités soumises à restrictions incluses au poste «Charges payées d'avance et autres actifs à court terme» ^a	15	6
Liquidités soumises à restrictions incluses au poste «Placements à long terme et autres actifs» ^a	37	58
Trésorerie, équivalents de trésorerie et liquidités soumises à restrictions selon l'état des flux de trésorerie consolidé	117 \$	118 \$

a) Les soldes de liquidités soumises à restrictions inclus au poste «Charges payées d'avance et autres actifs à court terme» et au poste «Placements à long terme et autres actifs» ont trait aux fiducies permettant le report d'impôt liées aux régimes de retraite de WGL (note 19).

22. Caractère saisonnier

Les activités du secteur Services publics sont grandement saisonnières, le gaz naturel étant surtout livré en hiver, au cours de la saison de chauffage. Les ventes de gaz augmentent en hiver, ce qui donne lieu à de meilleurs résultats aux premier et quatrième trimestres et à des résultats inférieurs aux deuxième et troisième trimestres. Les activités de commercialisation du secteur Services publics sont également saisonnières étant donné que les ventes d'électricité sont plus élevées l'été et pendant les périodes de pointe de l'hiver et les ventes de gaz naturel sont plus élevées l'hiver.

23. Informations sectorielles

AltaGas possède et exploite un portefeuille d'actifs et de services servant à acheminer l'énergie de la source au consommateur. Au premier trimestre de 2020, AltaGas a modifié ses secteurs isolables pour les aligner sur la structure de ses activités après les ventes d'actifs en 2019 dans le cadre de son programme de monétisation d'actifs. Après ces changements, AltaGas s'est recentrée sur ses principaux secteurs Services publics et Intermédiaire. Conformément à la vision stratégique de la direction pour les activités et la base sur laquelle cette dernière évalue la performance et attribue les ressources, AltaGas compte à partir de 2020 deux secteurs d'exploitation : Services publics (qui comprend maintenant les activités de commercialisation au détail de WGL) et Intermédiaire. Ces secteurs d'exploitation n'ont pas été regroupés lors de la détermination des secteurs isolables d'AltaGas. Tous les autres actifs sont présentés dans le secteur Siège social/autres. L'information sectorielle de la période correspondante de l'exercice précédent a été retraitée pour qu'elle soit conforme à la présentation des secteurs isolables utilisée pour la période considérée.

Les secteurs d'exploitation de la Société sont décrits ci-dessous :

Services publics	■ actifs de distribution de gaz naturel à tarifs réglementés au Michigan, en Alaska, dans le District de Columbia, au Maryland et en Virginie; ■ installations de stockage de gaz naturel à tarifs réglementés aux États-Unis; ■ vente de gaz naturel et d'électricité à des clients résidentiels, commerciaux et industriels à Washington D.C., au Maryland, en Virginie, au Delaware, en Pennsylvanie et en Ohio.
Intermédiaire	■ usines de traitement et d'extraction de LGN; ■ installations de stockage de gaz naturel; ■ terminal de gaz de pétrole liquéfié (GPL); ■ transport de gaz naturel et de LGN par pipelines; ■ réseaux de collecte de gaz naturel et installations de traitement sur place; ■ achat et vente de gaz naturel; ■ services de commercialisation de gaz naturel et de LGN; ■ participation dans Petrogas, une entité nord-américaine qui détient et exploite le terminal Ferndale et qui offre des services de commercialisation, de stockage et de distribution de LGN, de fluides de forage, de pétrole brut et de condensats de dilution; ■ participation dans un gazoduc réglementé dans la formation gazière Marcellus/Utica.
Siège social/autres	■ coûts liés à la prestation de services généraux, au financement et aux frais généraux du siège social, aux placements dans certaines entités ouvertes et fermées, aux actifs du siège social, au financement des autres secteurs d'exploitation et à l'incidence des variations de la juste valeur de certains contrats de gestion du risque; ■ petit portefeuille d'actifs d'électricité restants, dont certains sont en cours de vente.

Le tableau suivant présente un rapprochement entre les produits sectoriels et le tableau de ventilation des produits tel qu'il est présenté à la note 13 :

Trois mois clos le 30 juin 2020				
	Services publics	Intermédiaire	Siège social/autres	Total
Produits externes (note 13)	723 \$	299 \$	37 \$	1 059 \$
Produits intersectoriels	—	(1)	—	(1)
Produits sectoriels	723 \$	298 \$	37 \$	1 058 \$

Trois mois clos le 30 juin 2019				
	Services publics	Intermédiaire	Siège social/autres	Total
Produits externes (note 13)	759 \$	360 \$	55 \$	1 174 \$
Produits intersectoriels	—	18	—	18
Produits sectoriels	759 \$	378 \$	55 \$	1 192 \$

Six mois clos le 30 juin 2020				
	Services publics	Intermédiaire	Siège social/ autres	Total
Produits externes (note 13)	2 128 \$	737 \$	63 \$	2 928 \$
Produits intersectoriels	—	11	—	11
Produits sectoriels	2 128 \$	748 \$	63 \$	2 939 \$

Six mois clos le 30 juin 2019				
	Services publics	Intermédiaire	Siège social/ autres	Total
Produits externes (note 13)	2 291 \$	654 \$	127 \$	3 072 \$
Produits intersectoriels	—	19	—	19
Produits sectoriels	2 291 \$	673 \$	127 \$	3 091 \$

Les tableaux suivants présentent la composition par secteur :

Trois mois clos le 30 juin 2020					
	Services publics	Intermédiaire	Siège social	Élimination inter-sectorielle ^a	Total
Produits sectoriels (note 13)	723 \$	298 \$	37 \$	1 \$	1 059 \$
Coût des produits vendus	(409)	(159)	(7)	(1)	(576)
Charges d'exploitation et d'administration	(230)	(63)	(18)	—	(311)
Charges de désactualisation	—	(1)	—	—	(1)
Amortissement	(76)	(10)	(7)	—	(93)
Provision pour actifs (note 5)	—	—	(3)	—	(3)
Quote-part des résultats de placements comptabilisés à la valeur de consolidation (note 10)	—	23	—	—	23
Autres produits	9	—	6	—	15
Gains (pertes) de change	—	(17)	21	—	4
Intérêts débiteurs	—	—	(71)	—	(71)
Gain (perte) avant impôts sur les bénéfices	17 \$	71 \$	(42) \$	— \$	46 \$
Acquisitions (cessions) nettes :					
Immobilisations corporelles ^b	162 \$	29 \$	(3) \$	— \$	188 \$
Actifs incorporels	1 \$	1 \$	1 \$	— \$	3 \$

a) Les transactions intersectorielles sont comptabilisées à la valeur marchande.

b) Les montants des acquisitions nettes d'immobilisations corporelles et des actifs incorporels pourraient ne pas concorder avec les montants reflétés dans les états des flux de trésorerie consolidés en raison du classement de l'acquisition d'entreprises et des écarts de change sur les actifs américains.

Trois mois clos le 30 juin 2019

	Services publics	Intermédiaire	Siège social	Élimination inter- sectorielle ^a	Total
Produits sectoriels (<i>note 13</i>)	759 \$	378 \$	55 \$	(18) \$	1 174 \$
Coût des produits vendus	(477)	(245)	(13)	18	(717)
Charges d'exploitation et d'administration	(219)	(55)	(35)	—	(309)
Charges de désactualisation	—	(1)	—	—	(1)
Amortissement	(65)	(22)	(20)	—	(107)
Provision pour actifs (<i>note 5</i>)	—	(1)	—	—	(1)
Quote-part des résultats de placements comptabilisés à la valeur de consolidation (<i>note 10</i>)	—	36	(2)	—	34
Autres produits (pertes)	8	34	(4)	—	38
Pertes de change	—	(1)	—	—	(1)
Intérêts débiteurs	—	—	(83)	—	(83)
Perte avant impôts sur les bénéfices	6 \$	123 \$	(102) \$	— \$	27 \$
Acquisitions nettes :					
Immobilisations corporelles ^b	243 \$	107 \$	21 \$	— \$	371 \$
Actifs incorporels	1 \$	1 \$	2 \$	— \$	4 \$

a) Les transactions intersectorielles sont comptabilisées à la valeur marchande.

b) Les montants des acquisitions nettes d'immobilisations corporelles et des actifs incorporels pourraient ne pas concorder avec les montants reflétés dans les états des flux de trésorerie consolidés en raison du classement de l'acquisition d'entreprises et des écarts de change sur les actifs américains.

Six mois clos le 30 juin 2020

	Services publics	Intermédiaire	Siège social	Élimination inter- sectorielle ^a	Total
Produits sectoriels (<i>note 13</i>)	2 128 \$	748 \$	63 \$	(11) \$	2 928 \$
Coût des produits vendus	(1 194)	(346)	(11)	11	(1 540)
Charges d'exploitation et d'administration	(492)	(124)	(33)	—	(649)
Charges de désactualisation	—	(2)	—	—	(2)
Amortissement	(150)	(34)	(14)	—	(198)
Provision pour actifs (<i>note 5</i>)	—	(2)	(3)	—	(5)
Quote-part des résultats de placements comptabilisés à la valeur de consolidation (<i>note 10</i>)	3	30	—	—	33
Autres produits	221	1	11	—	233
Gains (pertes) de change	—	13	(9)	—	4
Intérêts débiteurs	—	—	(141)	—	(141)
Bénéfice (perte) avant impôts sur les bénéfices	516 \$	284 \$	(137) \$	— \$	663 \$
Acquisitions nettes :					
Immobilisations corporelles ^b	306 \$	71 \$	10 \$	— \$	387 \$
Actifs incorporels	1 \$	1 \$	2 \$	— \$	4 \$

a) Les transactions intersectorielles sont comptabilisées à la valeur marchande.

b) Les montants des acquisitions nettes d'immobilisations corporelles et des actifs incorporels pourraient ne pas concorder avec les montants reflétés dans les états des flux de trésorerie consolidés en raison du classement de l'acquisition d'entreprises et des écarts de change sur les actifs américains.

Six mois clos le 30 juin 2019					
	Services publics	Intermédiaire	Siège social	Élimination inter- sectorielle ^a	Total
Produits sectoriels (<i>note 13</i>)	2 291 \$	673 \$	127 \$	(19) \$	3 072 \$
Coût des produits vendus	(1 411)	(426)	(39)	19	(1 857)
Charges d'exploitation et d'administration	(485)	(102)	(71)	—	(658)
Charges de désactualisation	—	(2)	(1)	—	(3)
Amortissement	(139)	(43)	(44)	—	(226)
Provision pour actifs (<i>note 5</i>)	—	(1)	—	—	(1)
Quote-part des résultats de placements comptabilisés à la valeur de consolidation (<i>note 10</i>)	10	80	—	—	90
Autres produits	16	39	681	—	736
Pertes de change	—	(1)	—	—	(1)
Intérêts débiteurs	—	—	(177)	—	(177)
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices	282 \$	217 \$	476 \$	— \$	975 \$
Acquisitions (cessions) nettes :					
Immobilisations corporelles ^b	383 \$	93 \$	(1 305) \$	— \$	(829) \$
Actifs incorporels	1 \$	3 \$	5 \$	— \$	9 \$

a) Les transactions intersectorielles sont comptabilisées à la valeur marchande.

b) Les montants des acquisitions nettes d'immobilisations corporelles et des actifs incorporels pourraient ne pas concorder avec les montants reflétés dans les états des flux de trésorerie consolidés en raison du classement de l'acquisition d'entreprises et des écarts de change sur les actifs américains.

Le tableau suivant présente l'écart d'acquisition et le total des actifs par secteur :

	Services publics	Inter- médiaire	Siège social	Total
Au 30 juin 2020				
Écart d'acquisition	3 968 \$	161 \$	— \$	4 129 \$
Actifs sectoriels	13 838 \$	5 399 \$	766 \$	20 003 \$
Au 31 décembre 2019				
Écart d'acquisition	3 781 \$	161 \$	— \$	3 942 \$
Actifs sectoriels	13 719 \$	5 265 \$	811 \$	19 795 \$

24. Événements postérieurs à la date du bilan

Le 20 juillet 2020, AltaGas a clos la cession d'AltaGas Pomona Energy Storage Inc. et de terrains liés à une centrale alimentée au gaz située aux États-Unis. La date de prise d'effet de la vente est le 1^{er} janvier 2020, et les produits bruts, avant amortissement et autres ajustements, se sont élevés à environ 63 millions de dollars (47 millions de dollars américains). Ces actifs ont été comptabilisés dans le secteur Siège social/autres.

Les événements postérieurs à la date de clôture sont pris en compte jusqu'au 29 juillet 2020, date de publication des présents états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités.

DONNÉES D'EXPLOITATION TRIMESTRIELLES SUPPLÉMENTAIRES

	T2-20	T1-20	T4-19	T3-19	T2-19
PRINCIPALES DONNÉES D'EXPLOITATION					
SERVICES PUBLICS					
Livraison de gaz naturel – utilisation finale (gpc) ¹	23,1	66,6	52,2	11,1	20,7
Livraison de gaz naturel – transport (gpc) ¹	24,1	40,5	38,3	23,3	25,2
Points de service (en milliers) ²	1 664	1 661	1 653	1 647	1 648
Variation degrés-jours par rapport à la normale – SEMCO Gas (%) ³	20,2	(11,4)	4,3	(47,2)	14,5
Variation degrés-jours par rapport à la normale – ENSTAR (%) ³	0,5	16,1	(20,6)	(42,8)	(16,1)
Variation degrés-jours par rapport à la normale – Washington Gas (%) ^{3, 4}	45,6	(17,1)	(3,2)	—	(44,5)
Commercialisation de l'énergie au détail de WGL – volumes des ventes de gaz (mmpc/j)	11 419	21 916	20 131	6 476	9 360
Commercialisation de l'énergie au détail de WGL – volumes des ventes d'électricité (GWh)	3 151	3 511	3 291	3 723	3 125
INTERMÉDIAIRE					
Volumes d'exportation à RIPET (b/j) ^{5, 6}	41 460	35 141	36 394	36 225	31 711
Total de la capacité d'amenée de gaz traitée (mmpc/j) ⁶	1 300	1 393	1 413	1 307	1 417
Volumes d'extraction d'éthane (b/j) ⁶	26 699	29 932	25 951	22 857	23 046
Volumes d'extraction de LGN (b/j) ^{6, 7}	29 946	32 495	32 313	30 933	35 420
Volumes de fractionnement ^{6, 8}	20 641	21 079	20 310	24 026	19 391
Différentiels de fractionnement – réalisés (\$/b) ^{6, 9}	16,61	11,76	16,54	17,12	19,50
Différentiels de fractionnement – prix au comptant moyen (\$/b) ^{6, 10}	3,73	2,04	8,29	9,17	15,27
Écart de prix du propane entre le Far East Index et Mont Belvieu (\$ US/b) ¹¹	8,08	16,23	17,95	12,00	14,27
Stocks optimaux de gaz naturel (gpc)	49,1	34,3	41,4	35,7	31,9

1) Un gpc équivaut à un milliard de pieds cubes.

2) Représentent l'ensemble des points de service des Services publics, y compris le transport et les secteurs d'activité à tarifs non réglementés.

3) Un degré-jour représente une mesure de la froideur déterminée quotidiennement en nombre de degrés où la température moyenne du jour en question se situe en dessous de 65 degrés Fahrenheit. Les degrés-jours pour une période donnée sont déterminés en ajoutant les degrés-jours obtenus au cours de chaque jour de la période. Les degrés-jours normaux pour une période donnée correspondent à la moyenne des degrés-jours au cours des 15 années précédentes pour SEMCO Gas, au cours des 10 années précédentes pour ENSTAR et au cours des 30 années précédentes pour Washington Gas.

4) Dans certains territoires de Washington Gas (Virginie et Maryland), des mécanismes de facturation sont en place afin d'éliminer les effets des variations dans l'utilisation par les clients causées par les conditions météorologiques et d'autres facteurs tels que la conservation. Dans le District de Columbia, il n'y a pas de mécanisme de facturation tenant compte de la normalisation des conditions météorologiques, et Washington Gas n'a pas de couverture pour compenser les effets des conditions météorologiques. Par conséquent, un temps plus froid ou plus chaud entraînera des écarts dans les résultats financiers.

5) Représentent les volumes de propane exportés à RIPET depuis que l'installation a été mise en service en mai 2019.

6) Moyenne de la période.

7) Les volumes de LGN se rapportent au propane, au butane et au condensat.

8) Volumes de fractionnement à Harmattan, Younger et North Pine.

9) Un différentiel de fractionnement réalisé, ou marge de LGN réalisée, en dollars par baril de LGN, se fonde sur les ventes comptabilisées par le secteur pendant la période pour les volumes exposés aux différentiels de fractionnement plus la valeur du règlement des couvertures de différentiel de fractionnement de la période moins les primes d'extraction, divisées par le total des volumes exposés aux différentiels de fractionnement de la période.

10) Le différentiel de fractionnement moyen au comptant, ou marge de LGN moyenne au comptant, exprimé en dollars par baril de LGN, est représentatif du prix de vente moyen qu'AltaGas obtient pour le propane, le butane et le condensat moins les primes d'extraction, compte non tenu des couvertures, divisé par les volumes exposés aux différentiels de fractionnement respectifs pour la période.

11) Écart du prix du propane moyen entre Argus Far East Index et Mont Belvieu TET Commercial Index pour la période commençant en mai 2019.

AUTRES RENSEIGNEMENTS

DÉFINITIONS

b/j	baril par jour
gpc	milliard de pieds cubes
GJ	gigajoule
GWh	gigawattheure
mpc	millier de pieds cubes
mmpc/j	million de pieds cubes par jour
MW	mégawatt
MWh	mégawattheure
\$ US	dollar américain

À PROPOS D'ALTAGAS

AltaGas est une société d'infrastructure énergétique exerçant ses activités principalement dans les secteurs Services publics et Intermédiaire. La Société crée de la valeur grâce à l'acquisition, à l'expansion et à l'optimisation de l'infrastructure énergétique, tout en mettant l'accent sur les sources d'énergie propre. Pour en savoir davantage, visitez www.altagas.ca.

Pour obtenir plus de renseignements, veuillez communiquer avec :

Investisseurs

1-877-691-7199

investor.relations@altagas.ca